



PREPCOM III Genève du 19-30 septembre 2005

Société Civile Africaine

Rapport général du Caucus Africain

Deuxième partie : du 26 au 30 septembre 2005

Par Cissé Kane,
Rapporteur du Caucus Africain

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT IMPORTANT:.....	3
A. NOTES DES RÉUNIONS DU CAUCUS.....	3
B. DÉCLARATION COMPLÉMENTAIRE SUR LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET.....	5
C. DÉCLARATION DU GROUPE DE TRAVAIL RÉDUIRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE ..	7
D. DÉCLARATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE INTERNATIONALE À LA DERNIÈRE PLÉNIÈRE.....	8
D. SUITE DES NOTES (CAUCUS AFRICAIN)	10
E. RAPPORTS DES AUTRES CAUCUS	12
Side Event Caucus.....	12
Side Event Caucus du lundi 26 septembre 2005	13
Side Event Caucus Du mercredi 28 septembre 2005.....	15
Compte rendu de la plénière de la société civile,	16
lundi 24.09. 2005	16
Rapport d'observation sur les actions du sous comité-B (28 septembre 2005).....	17
CAUCUS DU DROIT DES ENFANTS Lundi 26.09.2005.....	18
CAUCUS DU DROIT DES ENFANTS Mardi 27.09.2005.....	19
CAUCUS DU DROIT DES ENFANTS Mercredi 28 septembre 2005	21
CAUCUS DU DROIT DES ENFANTS Jeudi 29 septembre.....	22
Rapport du 26 09 2005 du groupe africain au prepcom 3	23
Rapport du groupe africain du 27 septembre 2005	24
Rapport de la séance du 28/09/2005 du groupe africain au prepcom 3.....	25
Rapport de la séance du 29/09/2005 du groupe africain au prepcom 3.....	26
Rapport de la séance du 30/09/2005 du groupe africain au prepcom 3.....	27
Rapport de la Séance Plénière du Prep-Com 3 - 30/9/2005.....	28
Gender Caucus	30
Civil Society Content and Themes.....	33
Education and Research Task Force Meeting	34
Africa Civil Society Caucus Language proposals on Internet Governance	35
Panos Institute West Africa on behalf of the African Civil Society Caucus.....	37
WSIS Civil Society Africa Caucus Language proposals for Chair's paper	40
F. AFFECTATION DES MEMBRES DU CAUCUS AFRICAIN AU PREPCOM 3	41
G. LISTE DE PRÉSENCE DU CAUCUS AFRICAIN	42

Rapport général du Caucus Africain

AVERTISSEMENT IMPORTANT:

Ce rapport fait état des principales questions qui ont été discutées au niveau du Caucus Africain lors de la deuxième semaine (26-30 septembre 2005) du PrepCom III de Genève, en préparation du SMSI. Il vient compléter le rapport de la première semaine. Il a été élaboré par Cissé Kane, Rapporteur du Caucus et Secrétaire Général de la Diapsora Africaine Pour la Société de l'Information (DAPSI). Sans prétention d'être exhaustif, il constitue une restitution des notes que j'ai prises personnellement, ainsi que des notes des membres du Caucus africain en provenance des autres rencontres. Au nom du Caucus africain, je remercie toutes les personnes qui, par leur contributions ont alimenté ce rapport.

A. NOTES DES RÉUNIONS DU CAUCUS

1. Lors de la plénière de la société civile, une liste de speakers au nom de la société civile a été distribué. Des voix du caucus africain se sont élevées pour remettre en cause cette liste dont certains représentants africains n'avaient pas été proposés par le Caucus. La plénière de la Société Civile a proposé de mettre en place une commission chargée de confectionner la liste des speakers à Tunis. Cette commission était composée de :

- 1 représentant de chaque groupe régional
- 1 représentant thèmes et contenus de la Société Civile
- 1 représentant du Bureau de la CS
- 1 représentant du Secrétariat Exécutif du SMSI avec voix consultative

Le Caucus africain a été saisi pour désigner les speakers de la Société Civile Africaine à Tunis. Une première liste de speakers a été proposée de 7 noms (Pape Diouf, Martin Maluza, Delphine Nana, Béchir Khalfallah, Boubacar Barry, Traoré Wodjo, Emmanuel Njenga) et de 7 suppléants. Cette liste a connu des modifications avec le désistement de Béchir Khalfallah et son remplacement par une femme parlant anglais et promettant de faire son intervention en anglais (Sanaa Ghenima). Cette dernière a été remplacée par Hawa Ndiaye. Cette liste définitive a été soumise au délégué du caucus africain pour proposition au comité de sélection. Le comité de sélection a retenu 4 noms du Caucus africain : Pape Diouf, Delphine Nana, Emmanuel Njenga et Barry Boubacar. Le Caucus africain a été le seul à avoir pu faire accepter 4 noms. Compte tenu de l'importance des événements de prises de parole, la compétence des speakers et leur implication avérée dans le processus du SMSI est exigée. Les 4 retenus ont été priés de faire parvenir leur curriculum vitae le plus vite possible. La liste définitive des speakers sera arrêtée sur la base des propositions par le SG de l'UIT, M. Utsumi. La question de la représentativité linguistique de la liste des 7 noms de départ a été posée. Il a été demandé au speakers de tenir compte des intérêts fondamentaux de la Société Civile africaine lors de leurs interventions à Tunis.

2. La question de la représentativité régionale et linguistique a été soulevée par M. Peters Omoragbon du Nigeria, très déçu sur la sous-représentativité de l'Afrique anglophone. La réponse à cette demande a été faite par quelques participants à la réunion - à majorité francophones - répondant que l'on travaille pour la cause de l'Afrique et non pour anglophones ou francophones.

3. Une charte de la Société Civile a été mise en consultation. Elle a pour but de fixer les règles de fonctionnement de la plénière de la société civile, le pouvoir du président de la de la plénière de cette dernière. Cette charte n'a pas été envoyée par courrier électronique comme prévu, ni traduite en français. Cette charte qui a été soumise en langue anglaise a été traduite et discutée par une commission nommée par le Caucus africain. Cette commission avait pour but de relire le texte afin de faire des proposition tenant en compte les préoccupations de la Société Civile Africaine. Le matin du mercredi 28 septembre, cette charte a été adoptée par la plénière de la société civile. Mais le texte avait déjà évolué (toujours en anglais) le mardi soir. Cependant les préoccupations majeures de la société civile africaine ont été prises dans cette dernière mouture. Les points essentiels qui ont été discuté se rapportent au quorum, à l'importance de la souveraineté de la plénière et au vote par internet.

4. On a noté la présence de la télévision camerounaise qui est venue filmer le caucus africain en pleins travaux.

5. La télévision tunisienne est aussi venue filmer les travaux du Caucus africain et en interviewer quelques responsables.

6. M. Robert Buenzeyi de la DAPSI a fait état de son intention de faire un tournage conséquent de la participation de la société civile africaine lors de ce PrepCom et pendant le sommet de Tunis. Ceci, afin de permettre à la SCA de disposer d'éléments audiovisuels sur sa participation dans le processus du SMSI. Cette proposition a été accueillie favorablement par le Caucus.

7. Le souhait a été exprimé pour que la société civile africaine se rapproche davantage du groupe africain (gouvernements) où toutes les interventions devront être diffusées pour être prises en compte. On y discute de tous les points importants parmi lesquels les mécanismes de suivi du sommet. Il est important que la Société civile soit partie prenante entière du mécanisme de suivi. Le Groupe Africain est lui très attentif aux travaux du Caucus africain et a entendu ses préoccupations.

8. Le problème de la CS du Sous-comité B a été soulevé par plusieurs membres du Caucus africain. Le fait que toutes les réunion de ce sous comité B se tiennent en anglais gêne considérablement l'efficacité de la participation de la SC africaine. Cela ne devrait pas occulter une participation pas très efficace de la société civile africaine aux travaux. Outre la question linguistique, il y a eu un manque de suivi assidu des travaux. Les principales raisons sont les deux suivantes : Au début du sous-comité B il n'y avait pas de traductions en Français. Tout au début les réunions ont eu lieu au café *le Serpent* lequel n'est pas un endroit idéal pour ce

type de réunion à cause - entre autres - du bruit. Des questions importantes restent en suspens comme le multistakeholder partnership, le suivi du sommet, etc.

B. DÉCLARATION COMPLÉMENTAIRE SUR LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET

9. En complément de l'intervention sur la Gouvernance de l'Internet publiée dans le rapport de la première semaine, Delphine Nana a fait une déclaration sur le suivi et les possibles futurs arrangements. Voici la teneur de cette déclaration en anglais.

09/29/2005 ([APC](#)) -- The Africa civil society caucus today presented a statement on internet governance to the Subcommittee A plenary with proposals on Follow-up and Possible Future Arrangements. A related statement was also issued previously regarding multilingualism and education.

Africa Civil Society Caucus proposals on Internet Governance

Paragraphs 62 of the Chair's paper (Document WSIS-II/PC-3/DT/10-E)*

5. Follow-up and Possible Future Arrangements

Final version for submission, 29 September 2005.

Recognizing that the existing operational mechanisms on internet governance have been to a large extent effective in ensuring the technical functioning of the internet. Recognizing the need for the reforms of these existing mechanisms to ensure independence, full participation and representation of all stakeholders.

We therefore call for the following;

* That ICANN should be transformed into an autonomous body, independent from government and/or commercial interest.

* That ICANN structures and especially the governing bodies should ensure multi-stakeholder participation comprised of Governments, the private sector, civil society, internet community and international organisations.

* That developing countries should be more involved in ICANN functioning and governance.

* That ICANN must take into account cultural diversity, gender and multilingualism in its operations, including technical constraints of online participation for developing countries.

* That an adequate mechanism for coordinating Internet governance public policy issues be established

A Forum should be established to facilitate discussion on Internet-related public policy issues with the participation on equal footing by Governments, the private sector and civil society.

Voici la traduction en français de Cette déclaration

**Caucus de la Société Civile Africaine - Proposition sur la Gouvernance Internet
Paragraphe 62 du Papier du Président (Document WSIS-II/PC-3/DT/10-E)**

Suivi et arrangements futurs possibles

Version finale à soumettre, 27 Septembre 2005, 20h00

Reconnaissant que les mécanismes opérationnels existant pour la Gouvernance de l'Internet ont été dans une très large mesure efficaces en assurant le fonctionnement technique de l'Internet, Reconnaissant le besoin de réformes de ces mécanismes existant pour assurer l'indépendance, la pleine participation et la représentation de l'ensemble des parties prenantes,

Nous appelons par conséquent à ce que :

- Le rôle du Comité Consultatif Gouvernemental (GAC) au sein de ICANN devrait être renforcé.
- ICANN devrait être transformée en un organe autonome, indépendant de tout gouvernement et/ou de tout intérêt commercial.
- Les structures d'ICANN, et tout spécialement ses organes directeurs, devraient assurer la participation de toutes les parties prenantes, comprenant les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les organisations internationales.
- Les pays en développement devraient être plus impliqués dans le fonctionnement et la gouvernance de ICANN
- ICANN doit prendre en compte la diversité culturelle et le multilinguisme dans ses opérations, particulièrement en matière de contraintes techniques sur la participation en ligne pour les pays en développement.
- Un mécanisme adéquate pour la coordination des questions de politiques publiques sur la Gouvernance de l'Internet doit être établi.

Un Forum devrait être établi sous les auspices de l'ECOSOC, pour faciliter la discussion sur les questions de politiques publiques relatives à l'Internet, avec la participation sur un pied d'égalité des Gouvernements, du secteur privé et de la société civile.

C. DÉCLARATION DU GROUPE DE TRAVAIL RÉDUIRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE

10. Au nom du groupe de travail (Bridge the Digital Divide) “Réduire la fracture numérique au quotidien”, M. Adalbert Nougua a fait la déclaration suivante :

(Déclaration au Sous-Comité B sur les Mécanismes de mise en œuvre .)

Concerne le chapitre un de la partie opérationnelle :

Nous sommes à quelques jours du Sommet Mondial de la Société de l'information qui se tiendra à Tunis du 16 au 18 Novembre 2005. Le Sommet de Tunis est considéré comme étant le Sommet des solutions et des résolutions. Dès lors , nous , participant(e)s du Groupe de Travail « Bridge the Digital Divide » , « Réduire la fracture numérique au quotidien . » pensons que :

- Le moment est venu de passer des principes aux actions concrètes. Les différentes parties prenantes concernées par le Plan d'action et la Déclaration des principes doivent déterminer maintenant les domaines où des progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre des engagements pris à Genève.
- Les domaines où rien n'a été fait et ceux nécessitant des efforts d'amélioration et des ressources pour leur réalisation doivent faire l'objet d'un inventaire précis sur le plan national, régional et international pour assurer le suivi dans la durée pendant et après le Sommet de Tunis.
- L'édification d'une société de l'information ouverte , solidaire et inclusive est une opération de longue haleine. Toutes les parties prenantes sont concernées. Nous, acteurs de la Société civile reconnaissons le rôle majeur des gouvernements, du secteur privé et des organisations internationales dans la mise en œuvre du plan d'action du SMSI. Par conséquent, nous demandons , au besoin , aux gouvernements qui ne l'ont pas encore fait à rendre plus visibles les actions de la société civile et des ONGs oeuvrant sur le terrain à la réduction de la fracture numérique . Une Charte de réseautage multi-acteurs pouvant rendre plus crédibles les ONGs doit être formulée moyennant l'utilisation des TIC au plan national, régional et international. Il faut que toutes les parties prenantes coopèrent efficacement dans le respect de leurs mandats et en mobilisant leurs connaissances spécialisées pour lutter contre la pauvreté.
- La création d'un fonds obligatoire pour financer les actions concrètes de la Société civile et des ONGs engagées dans la réduction de la fracture numérique en faveur des populations démunies et des enfants défavorisés est une priorité publique et doit être vue comme un investissement à long terme pour la réussite de la mise en œuvre du Plan d'action de Genève et des engagements pris au SMSI à Tunis pour l'éradication de la pauvreté dans le monde d'ici 2015.

Fait à Genève le 28 septembre 2005 , par Adalbert NOUGA, responsable du Groupe de travail « Bridge the Digital Divide » , « Réduire la fracture numérique au quotidien . »

D. DÉCLARATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE INTERNATIONALE À LA DERNIÈRE PLÉNIÈRE

11. Une déclaration a été faite au nom de la société civile internationale avec un input non négligeable de la SC africaine. Cette déclaration a été lue par Emmanuel Njenga le 30 septembre 2005, lors de la dernière plénière gouvernementale. En voici la teneur.

After 2 weeks of PrepCom the governments have still not reached agreement on Internet governance.

The Geneva principles create the opportunity for this impasse to be resolved constructively and creatively by including the perspectives and expertise of all stakeholders. We believe this would have been more effective than the ongoing deadlock that emerged from counter positioning among governments.

This is the only way to arrive at a legitimate and sustainable outcome as it includes the participation of the people and institutions involved in the evolution, use and management of the Internet.

Most governments now support the creation of an Internet Governance Forum, which we value as a positive outcome of the work of Sub Committee A during PrepCom III.

We think that the Forum will only work if it's formation is based on the Geneva principles, addresses cross cutting issues and provides a space that addresses the multidimensional aspects of development in relation to Internet governance and public policy issues. We believe that there are many creative solutions to the establishment of a Forum and hope that the governments will give our suggestions full consideration.

We would like to add that the Prepcom would have made much more progress if governments had begun their negotiations explicitly based on the work done by the WGIG, a body that was exemplary in that it afforded all sectors full participation as peers.

Civil society made a statement on Wednesday 28 September 2005 protesting the exclusion of non-governmental organisations from the working groups. Our protest questioned the legitimacy of a process that excluded the meaningful participation of all stakeholders. Meaningful participation involves the ability to take part in all discussions.

While conditions for participation did not change in a material way after the reading of the statement, the chairs of the subcommittees did try to accommodate non-governmental participants as best they could. We appreciate their efforts, and regret, due to circumstances beyond their control, that they were not able to sustain them throughout the PrepCom.

We are concerned about the process from here to Tunis.

Will all stakeholders be included?

If they are not, the legitimacy of this uniquely inclusive process will be at risk.

12. Auparavant et dans la même séance, une autre communication a été faite au nom de la société civile internationale par Mme Avri Doria. En voici la teneur :

Statement of civil society at closing plenary, WSIS PrepCom III

09/30/2005 -- statements by Avri Doria (1) Internet Governance Statement for SUBCOM A - 30 September

We see promise in the proposal from Argentina of 30 September, which takes the WGIG report seriously and includes some general principles that are close to our own. We welcome the references to the participation of all stake-holders in, for example, the development of multi-stakeholder processes at the national and regional levels, and in training and capacity building activities.

However, the proposal must include explicit references to including all stakeholders as peers, at all levels of the forum, in line with the Geneva principles.

Although the forum has an important role as a space “to facilitate the exchange of information and best practices ... “ (etc), we believe that, as the WGIG report recommended, the forum should be a place where any issue, specific or multidimensional, can be addressed; e.g the issue of international interconnection costs has not been adequately addressed by any single organisation.

We agree that the forum should not replace existing mechanisms or institutions and should build on the existing structures, but it should certainly facilitate greater interaction and cooperation between mechanisms.

There is no mention of where and in what form the forum would be constituted; we have suggested that it should be outside of, but related to, the UN. We certainly don't want it based in an existing institution though we do see a role for existing institutions to act as hosts for its meetings.

We are concerned about the process from here to Tunis. How will the multistakeholder model be accommodated? If the process is closed, the wealth of CS expertise will not be available to the governments. We would like to know whether the proposals made by civil society and other stakeholders are to be considered in the continuing process.

How can we move forward together?

D. SUITE DES NOTES (CAUCUS AFRICAIN)

13. Pour les passes à Tunis, le Caucus africain a décidé d'en demander une soixantaine.

14. Pour tout ce qui est évènements parallèles, s'adresser à Madame Saïda Agrebi.

15. La proposition de prévoir un jeune parmi les speakers à Tunis a été faite au Caucus.

16. Education and multilingualism, according to Africa civil society, By Baba Thiam
(cette déclaration figure déjà en français dans la première partie du rapport)

http://africa.rights.apc.org/?apc=he_1&x=1656926

Geneva, 27 September 2005. Yesterday evening, civil society groups from Africa had a chance to express their opinions in relation to education and multilingualism on the internet.

During discussions with members of the Sub-Committee A on Internet governance, actors in civil society noted that while they viewed the Internet was an indispensable tool for development, they felt that there are still so many conditions attached before to it can fully fulfil its role as a catalyst to development, especially in Africa.

In a statement read by Mr Cissé Kane, African civil groups re-iterated the fact that Africa envisioned an information society that was inclusive to everyone. Referring to the resolutions reached during the Regional African Conferences on multilingualism on the internet held in Accra and Bamako early this year, Kane said that civil society groups noted that one of the accelerators for the ever-increasing digital divide in Africa was illiteracy, which in some target communities, particularly women and young people, stood at 40%. In order to bridge this gap, "Two things are needed: the widespread practice of universal use which can only be brought about by the implementation of programmes guaranteeing the presence of local languages on the Internet (multilingualism), and the search for economically viable solutions", read part of the statement.

Kane added that, furthermore, civil society actors in Africa believed that recourse to open source software was one of the answers in the fight against the linguistic digital divide, as it will ensure the full participation of all in the information society. He said that open source software, which can be used for education and research, was imperative in the case of emerging economies, as their general usage will necessitate an operational flexibility in relation to owned software.

He said it was for this reason that the group strongly recommended that the Summit should give a commitment in respect of the inter-working of software by all and particularly by the editors of owned software.

Finally, the group suggested the creation of a compulsory general fund to finance the above initiatives, like the e-rate model that was set up in the United States. ENDS

17. M. Jean Philémon Kissangou de CACSUP (Congo) a soulevé le problème du nom de domaine du Congo qui est géré en Suisse par un suisse. Cette situation fait qu'il est actuellement pas possible de faire des enregistrements DNS dans son pays. On est obligé de s'adresser à ce Monsieur. C'est un problème sérieux pour lequel il demande de l'aide.

18. L'on s'achemine vers une PrepCom III bis quelques jours avant l'ouverture du Sommet (à Tunis du 15 au 17 novembre), les gouvernements se proposent d'étudier les textes du chapeau politique et vont faire des propositions qui devront être prises en compte par la société civile. Il est important de suivre ces travaux après le PrepCom, afin que nous puissions nous prononcer la-dessus. A cet effet, une commission a été nommée par le Caucus composée de Emmanuel Njenga, Cissé Kane, Ken Lohento, Maurice Katala, pour travailler sur les textes du Chapeau politique qui auront évolué après le PrepCom et avant le Sommet de Tunis.

19. Plusieurs personnes du Caucus africain ont salué l'esprit d'équipe et l'ambiance de groupe qui ont en prévalu lors de ce PrepCom. La société civile africaine aura marqué de son empreinte cette PrepCom. Il est important de capitaliser cette participation notamment à Tunis. Pour ce faire, le CAUCUS AFRICAINE a décidé de mettre en place une structure légère pour assurer l'organisation administrative et le secrétariat de la Société civile africaine à Tunis. La structure en question comprend les personnes suivantes :
Coordonnateur : M. Béchir KHALFALLAH, Secrétaires - Rapporteurs : M. Cissé KANE et Delphine NANA. Cette structure doit prendre en compte le travail abattu par la société civile africaine dans son ensemble ainsi que toutes ses composantes.

E. RAPPORTS DES AUTRES CAUCUS

Side Event Caucus

Ce caucus a pour but de répondre aux nombreuses questions que les participants se posent au sujet de COMSI-Tunis 2005.

Les participants peuvent se connecter au site : www.Smsitunis2005.org Ils y trouveront de nombreux renseignements concernant notamment :

- Comment participer : accréditation et inscription
- Les informations pratiques : lieu du sommet, réservation d'hôtel
- Les documents
- Les événements parallèles., ect.

Madame Conchita Poncini demande s'il est possible d'avoir plus de place pour les événements parallèles. Elle aura encore besoin de 3 panels pouvant recevoir 100 personnes.

Monsieur Gérard Gauthier est venu nous inviter à la World youth Congress in the information and Knowledge Society organisé conjointement par l'Association Jeunes Sciences de Tunisie (AJST) et the International Movement for Leisure in Science and Technology (IMLAST/MILSET) qui se tiendra à Tunis lors du sommet mondial sur la société de l'information à Tunis le lundi 14 au vendredi 15 novembre 2005.

Il propose que nous travaillions tous ensemble en ligne car lui doit retourner en France avant la fin du prepcom et il aimerait rester en contact avec le caucus event.

La question des handicapés préoccupe :

Y'aura-t-il des chaises roulantes pour les handicapés ?
Il faudra créer un espace pour les handicapés

Lena : ils ont un espace de 91 m² pour le village africain, de nombreux partenaires de la société civile africaine se sont inscrits pour ce village africain à Tunis. Le problème qui se pose actuellement à elle c'est le financement de l'espace « village africain », cet espace coûte 15000 euros. Elle doit payer cette somme avant la fin de la semaine, sinon, ils perdront cette place. Elle demande une aide au caucus. Il n'y avait pas de village africain à Genève, désirons la même chose à Tunis ?

Propositions :

On lui demande de faire un plan clair de ses besoins
Elle peut rencontrer la délégation de l'UE et leur demander de sponsoriser une partie
Trouver des sponsors, parce que une seule personne ne va jamais donner 15000 euros.

Prochaine réunion le lundi 26 septembre 2005.

Germaine Nagni

Side Event Caucus du lundi 26 septembre 2005

De 12h à 13 h à la salle E2064

Le schéma de Tunis est constitué de :

- Une partie officielle du sommet qui aura lieu du 16 au 18 novembre 2005 au parc des expositions du Kram à Tunis.

La partie officielle comprend la cérémonie d'ouverture, un panel, deux tables rondes dite de haute niveau (lieu où les Présidents ou les représentants gouvernementaux s'expriment. Cette partie officielle est dirigée par le Secrétariat Général de l'UIT et le Secrétariat Général du Sommet.

- Les événements parallèles qui seront une série d'événements (réunions, débats, ateliers, expositions) qui auront lieu du 14 au 19 novembre 2005 au parc des expositions du Kram à Tunis.

Ces événements parallèles qui se dérouleront au parc des expositions du Kram, peuvent être organisés par toutes les parties prenantes accréditées au SMSI entre le 14 et le 19 novembre 2005. Les Organisations non gouvernementales, les entités de la société civile et du secteur privé accréditées pour participation au sommet peuvent désigner des représentants pour participer en tant qu'observateurs aux séances publiques du sommet et de ses commissions.

ICT4 (les tics au service de tous) est composé de trois types d'événements parallèles :

- Une exposition ainsi qu'une aire de partenariat sous forme d'ateliers, séminaires ou autres (ouvert aussi bien aux participants accrédités au SMSI qu'au public).
- Un espace d'activités diverses telles que forums, réunions, panels, conférences ou autres (réservés aux participants accrédités au SMSI).
- Des événements parallèles à caractère global (réservés aux participants accrédités au SMSI).

La side event sera en dehors de Kram center. La plupart des conférences auront lieu dans des hôtels ou des salles de conférence.

Conchita a soulevé le problème des handicapés. Il y'aura tout un logistique de prise en main des handicapés depuis l'aéroport, l'hôtel et le lieu de la réunion.

Possibilité de noter sur le formulaire d'inscription les handicaps.

Les non-voyants auront les documents importants en brailles

Il y'aura une traduction en langue des signes pour les sourds (de l'arabe en langue des signes, du français en langue des signes, de l'arabe en langue des signes). Des traducteurs sont recherchés (Madame Lamine).

Les personnes doivent être accréditées pour participer à ce sommet.

Le sommet est ouvert au public.

Le side event est chapeauté par le Ministère de la culture de Tunisie.

À la dernière réunion il a été demandé si on pouvait avoir de nouveaux panels, la réponse est non car la clôture des dossiers étaient en avril et que le Comité d'organisation a dû refuser de nombreuses demandes d'organisations et certaines n'étaient pas accréditées.

Le Comité d'organisation demande aux personnes de confirmer leurs venus.

Ils encouragent les personnes à leur poser des questions.

Le peuple autochtone demande s'il est possible d'emporter des tentes pour la durée de l'exposition ? La réponse est : l'espace est très précieux, il faut l'optimiser, il pense que des tentes ne sont pas la meilleures solutions.

L'évènement parallèle est gratuit, il est offert par le gouvernement tunisien. Dans la salle, l'équipement de base est gratuit (tables, chaises, écouteurs, 1 micro). Si vous voulez des traducteurs vous devrez les payer. Vous avez une adresse électronique pour avoir tous les renseignements (ex pour les rétroprojecteurs, ..ect.). Vous pouvez emmener votre propre matériel.

Des questions ont été posées par rapport à l'acheminement du matériel vers la Tunisie. Il n'y aura pas de problèmes car le matériel est provisoire et pour une date précise, vous devez les enregistrer, il n'y aura pas de taxes à payer.

Peut-on emmener des cd-roms ? oui, cela dépend des quantités.

Une dame dit que son organisation veut envoyer 10'000 DVD à distribuer lors des manifestations. Elle doit se mettre en contact avec le Comité exécutif, le Comité de contrôle doit contrôler les dvds. Il faut prendre contact avec Madame Francine Lambert.

Toutes ventes de marchandises est interdite.

Il faut encourager les gens de la société civile de visiter le site web.

Les organisateurs des évènements parallèles retenus sont invités à confirmer leur demande en utilisant le formulaire publié sur le site web officiel du pays hôte www.smsitunis2005.tn et du site web officiel de l'UIT/SMSI www.itu.int/smsi. Cette confirmation devra être envoyée avant le 30 septembre 2005 à l'adresse suivante : smsi-evenements_paralleles@mincom.tn ou wsis-parallelevents@mincom.tn.

Germaine Nagni

Side Event Caucus Du mercredi 28 septembre 2005

Saida :

La Tunisie est prête à recevoir tous les participants, tout a été fait pour que les participants soient bien accueillis. Le Centre d'exposition de Kram est à 15 km de l'aéroport, de Tunis et de Carthage. Le side event n'est pas loin de Kram.

Les accréditation dépendent de l'ONU et de l'UIT et non de la Tunisie.

Les bourses sont offertes par le gouvernement tunisien sur une idée du Président de la république de Tunisie Zine El Abidine Ben Ali. La Tunisie est le seul pays à proposer une bourse. La bourse sera donnée en priorité pour les ongs des pays les moins développés et les pays en voie de développement. Il y a un comité qui a été mis en place pour les bourses, ce comité va étudier les demandes et les réponses devront tomber dans la première semaine d'octobre. Ces bourses comprennent l'hôtel, la nourriture, le vol.

Ce sommet sera le sommet des solutions et de la mise en œuvre.

Plainte de **Monsieur Bakary Faye** du Sénégal (Conseil Rural) : Les zones rurales qui ont demandé des accréditations n'ont pas reçu de confirmation.

Les bourses ne sont données qu'aux ONG. Il a du payer son voyage lui-même, il n'a reçu aucune aide. Il ne trouve pas normale que les zones rurales ne soient pas prises en compte.

Saida lui a répondu que la Tunisie ne s'occupait des accréditations. Qu'elle comprenait ces doléances, car elle-même et d'autres ONG tunisiennes ont dû aussi payer de leur poche leur déplacement et les frais qui s'en suivent. Elle propose à Monsieur Bakary faye de trouver des ONG sénégalaises qui sont accrédités pour s'inscrire avec eux.

Monsieur Bakary aurait aimé s'enregistrer en tant que collectivité rurale.

Les partenaires officiels de ce sommet sont :

- Le gouvernement
- La municipalité

Une question a été posée au sujet des visas de transit par l'Europe.

Tracy : La Tunisie n'est pas responsable des visas de transit. Elle propose aux africains de passer par Francfort pour obtenir le visa transit. Elle déconseille Charles de Gaule aux africains, car il y a pleins de contrôles et de couloirs. Vous devez vous munir de votre invitation pour le sommet pour aller faire votre demande de visa schengen.

Ils restent encore 2% de place pour les événements parallèles, les retardataires peuvent s'inscrire encore, mais la réponse n'est pas sûre.

Vous avez tous les renseignements sur le site du sommet de Tunis www.smsitunis2005.org Ou www.itu.int

Germaine Nagni

Compte rendu de la plénière de la société civile, lundi 24.09. 2005

- Débat sur la charte de la société civile qui est sensée être distribuée. Une question est : qui approuve la charte de la société civile ? Le bureau lui-même ? La société civile peut-elle approuver sa charte par son propre bureau ? Réponse : c'est dans le plénière que la charte va être approuvée.

Ajout du président : cette charte n'est pas parfaite, mais elle est le résultat de 4 années de travail. Il prie l'assemblée de ne point s'attarder sur des question de virgule, mais des questions fondamentales.

Bertrand : Si la charte de la SC est importante pour l'après Tunis, c'est que nous avons réussi à produire une architecture. Nous nous sommes sélectionnés nous-mêmes.

Concita : Peut-on parler de charte ? Le mot se réfère à une terminologie du gouvernement. Ne devrions-nous pas parler plutôt de ligne de conduite ?

Jean-Louis : Pourquoi la plénière de la première phase était-elle capable de prendre des décisions par rapport à la presse, alors que cette fois, il semble qu'un groupe s'en occupe, mais qu'il n'y a pas de débats ?

Problèmes de traduction suite à une plainte dans l'assemblée :

Le président : les traduction de l'anglais en français font l'objet de bénévoles, et ces bénévoles sont les bienvenus.

Bertrand : le nouveau projet est plus long, il est donc plus difficile à commenter. La stratégie sera faite cette semaine. Il s'agit de prévoir un organe de coordination. Comment ? Pour cela, réunion dans la salle 8. (?)

X : A la réunion "contenu et thèmes", un texte a été produit et sera soumis également à vos commentaires demain.

Avry : pour le sous-comité A, il nous faut une personne qui prenne des notes. Ce sera Claudia.

Sadia : Nous (?) nous rencontrons dans la salle XXIV, vous pourrez y poser toutes vos questions.

Village Suisse, Adalbert : Réunion dans le NGO lounge pour le groupe "réduire la fracture numérique au quotidien", une quinzaine de personnes adhèrent déjà à notre groupe. Il faut que la représentativité de la "fracture numérique au quotidien" soit conséquente.

Jean-Louis : Qui pourra aller à Tunis ? Mon association n'a pas les soutiens financiers pour le faire.

Y : "l'association parallèle des médias" se tient dans cette salle (XXII) en fin d'après-midi

Erik (working methods) : pour connaître la terminologie, nous distribuons des documents pour cela.

Lorenzo Romano

Rapport d'observation sur les actions du sous comité-B (28 septembre 2005)

En plénière du sous comité-B, nous assistons à un **clivage international des intérêts** en deux groupes de plus en plus distincts :

a/ **les pays occidentaux**, regroupant surtout les USA, le Canada, les pays scandinaves, la Grande Bretagne et l'Europe occidentale en général, pensent qu'il n'y a pas de nécessité à changer la situation actuelle (résolution 57.270)

Chaque agence de ces pays décide ce qu'elle fait et ne désire pas de coordinations inter-agences.

b/ un deuxième groupe englobant en général des **pays plus défavorisés**, tels la Russie, l'Arabie Saoudite, l'Iran, quelques pays latino-américains comme le Brésil et l'Uruguay, ainsi que des pays africains comme le Ghana, ne sont pas satisfaits du statut actuel.

Actuellement la société civile désireuse de changements doit collaborer avec de « mauvais alliés » dans le groupe b/, en ce sens que si ceux-ci veulent également un changement, il n'est pas toujours de même nature que ceux de la société civile.

Il semble cependant qu'une tendance à la conciliation se dessine parmi les acteurs en présence. La Grande Bretagne parle de « System wide coordination ».

L'objectif principal de la société civile est de mettre sur pied **un organe de coordination** ou en tout cas d'en promouvoir l'idée. Cette coordination multi acteurs (stakeholders) est difficile à réfuter étant donné qu'elle fait partie du plan d'action écrit (action lines)

Il faut parler au niveau du Secrétaire Général de la nécessité d'une coordination inter-agences. On évoque également la notion d'**Agence de coordination**, où les différents intérêts représentés pourraient communiquer. La question est de savoir comment nommer les représentants des intérêts de la société civile.

Si la coordination horizontale multi acteurs est encore à l'état de projet, en implantant cette idée dans les négociations, on devrait obtenir des résultats pense le sous comité-B. La présidente elle-même a évoqué que les précisions sur ce sujet se feront plus tard, mais que le principe est retenu.

En attendant, l'organe de coordination doit-il être régit par l'UNESCO, l'UIT ou le PNUD ? La question est débattue en principe le 28 septembre au soir.

Lorenzo Romano

CAUCUS DU DROIT DES ENFANTS Lundi 26.09.2005

La séance est ouverte à 15 h. Ordre du jour : Préparations Tunis - Plan d'actions et événement parallèle

1° Ocaproce proteste sur la mention de ses déclarations exprimées lors des différentes réunions de séance de travail du Caucus, elle confirme sa volonté d'un partenariat avec l'IDE et ATUDE, en voulant suivre le modèle suisse et le modèle tunisien qui ont été exposés au colloque sur les enfants marginalisé organisé le vendredi 23. Elle mentionne que les autres organisations adhérentes et figurant dans les PV au titre d'initiateur sont arrivés plus tardivement.

2° Le Caucus insiste sur la nécessité d'une participation collective et de s'adresser au nom collégial de tous les membres actifs du groupe présent autour de la table. Il faut reprendre en considération les thèmes retenus par la fiche projet lors du processus des Prepcom 2 de la réunion de Genève en mars, y compris le projet de chartre de protection des enfants.

3° Ocaproce revient sur les textes des Procès verbaux et demande la suppression de réflexions internes au Caucus et qu'elles ne soient pas systématiquement reproduites par le rapporteur.

4° Le coordinateur relève que la qualité d'un rapporteur est de bien noter toutes les interventions. Chacun, avant l'endossement du P.V, a la possibilité de demander une rectification. Il n'y a pas eu de contestations sur l'exactitude du contenu des procès verbaux rendus par le rapporteur. Par souci de cordialité et de collégialité, le Caucus est d'accord d'apporter les rectifications souhaitées par Ocaproce et l'invite donc à se prononcer sur les passages incriminés.

5° Ocaproce reprend la lecture des paragraphes et propose la suppression d'expressions figurant dans le rapport du général du Caucus Africain. Le rapporteur fera suivre et demandera l'élimination du paragraphe « observation » de la page 7.

6° Le Caucus rend attentif chaque participant que depuis l'ouverture du prépcom3 la majorité du temps a été consacré à l'organisation du colloque d'Ocaproce et qu'en conséquence jusqu'à présent il n'a pas été possible de ce centrer notre travail sur notre rôle prioritaire de proposition d'un plan d'action et d'identification d'un projet

7° Le coordinateur insiste, il s'agit dès à présent d'examiner les sujets et les intervenants au Sommet de Tunis. ATUDE propose l'organisation d'un événement parallèle le 17 novembre de 9 h à 13 heures dont le titre serait « Société de l'information, droit de l'enfant et développement durable »

Le coordinateur invite les partenaires co-organisateur à s'annoncer et soumettre d'ici la séance de demain leurs propositions de sujets : Dapsi adhère et confirme sa participation à l'évènement...Fiem confirme...Ocaproce indique qu'elle se considère automatiquement comme partenaire.

8° Il est convenu d'élargir les partenaires à l'ensemble du collectif faisant partie du Caucus des Droits de l'enfant. Dapsi suggère que le BIT qui se consacre à la protection du travail des enfants se joigne au groupe ainsi que Madagascar en raison de l'importance de sa jeunesse et de sa pauvreté.

9° Le coordinateur mentionne toutes les chances du Caucus de faire valoir un projet opérationnel. Il s'agit en contre partie de se préparer à présenter un dossier explicite, documenter et chiffrer. Il souligne que si le projet répond aux critères de qualité et de cohérence, ce projet trouvera les voies de financement.

10 ° CONGO, ECPAT, HEPLINE Internationale sont invités à se joindre activement au groupe. Ocaproce marque des réserves et reproche à certaines d'entre elles de n'avoir ni été présentes ni actives au colloque consacré aux enfants marginalisés

ATUDE signale que son site Internet est en ligne www.atude.org

Ocaproce indique qu'elle aura prochainement son site www.ocaproce.org

La séance est close à 16 h. Procès verbal approuvé le 27.9.05

JACQUES RIVKINE

CAUCUS DU DROIT DES ENFANTS Mardi 27.09.2005

La séance est ouverte à 15 h.

Ordre du jour : Préparations Tunis - Activités parallèle - choix des thèmes

1° Le rapporteur procède à la lecture du pv du 26 qui est accepté.

2° Ocaproce demande que l'on introduise dans les thèmes du Sommet « Les Tics et «les enfants de la rue »

Le Caucus a souligné à plusieurs reprises qu'il veut traiter de tous les enfants car il s'agit d'un sujet dans lequel la société universelle est concernée et le droit des enfants en particulier.

2° Pour ces motifs on réitère le titre de l'évènement «Société de l'information, droit de l'enfant et développement durable » ce qui implique que l'on veut traiter tout les aspects les plus large y compris ceux sociaux, économique et environnemental qui s'articulent dans la notion de développement durable.

3° FIEM propose sa propre vision :

- a) De la société de l'information à la consolidation des droits de l'enfant
- b) Droit de l'enfant au développement durable

ATUDE mets en évidence la nécessité de poser la problématique de dominer avec responsabilité l'accès à la société de l'information par l'éducation des enfants, des parents et des formateurs. Les medias sont également concerné par une sélection et rôle dans leur rapport direct avec le Droit des enfants.

FIEM relève que dans un premier temps, il s'agit de définir le contenu des dénominations comme société de l'information, droit des enfants et développement durable.

La société de l'information utilise de nombreux vecteurs et outils. Il ne s'agit pas que du seul support de l'ordinateur et d'Internet Chacun des vecteurs et des outils possèdent leur propre particularité et comprennent des ouvertures de risques dommageables pour les enfants.

On relève la nécessité d'une prise de conscience des acteurs et utilisateurs sur leur responsabilité pour prévenir les multiples dangers qui ont été définis et qui sont traités par plusieurs membres du Caucus (ECPTAT - HELPLINE INTERNATIONALE)

Parallèlement aux mesures préventives il faut fixer les droits écrits et en particulier celui fondamental de chacun à l'accès au savoir et à l'éducation (dans lequel le perfectionnement continu est inclus)

Les axes principaux définis sont

1. L'accès aux savoirs et la nécessité d'en repérer toute la problématique.
2. La promotion des droits de l'enfant et sa protection.
3. Le contexte propre au développement durable
4. Les réussites (sucess story)

La maîtrise de ses axes doit permettre d'aboutir à la proposition d'un plan opérationnel.

On reconnaît que l'illettrisme est une entrave à l'accès à l'utilisation des outils informatiques et que d'autre part l'illettrisme est une des grandes insuffisances source de la pauvreté. Cependant l'outil informatique n'est pas le seul vecteur et on ne peut pas négliger les autres

outils comme les média que sont la radio et la télévision. Ces accès doivent être identifiés et mis en conformité selon les régions, les populations et les besoins de proximité.

Le Caucus relève qu'au niveau des nuisances pour les enfants, les effets sont identiques au Nord comme au Sud et qu'il n'y a pas lieu pour une différenciation de traitement.

Il faut une profonde réflexion sur les effets nuisibles que peuvent utiliser les différentes formes de l'information (les téléphones mobiles, Internet, les médias etc.). Ce sujet donnerait l'occasion de revoir la liste des pays qui ont signé la convention juridique internationale des droits de l'enfant.

Le représentant de la Dapsi souhaite inscrire et traiter le thème du « rôle et la mission de la société pour un développement digne et harmonieux ». Il y a nécessité d'une transformation profonde du comportement social pour qu'une partie des enfants sortent de la précarité dont l'origine est leur sortie prématurée de l'école et leur exploitation par des activités informelles et marginalisées. Il faut ouvrir à cette catégorie très nombreuse comme aux autres une voie de rattrapage. Le message doit être fort.

Le coordinateur souhaite qu'un programme détaillé soit fixé par les partenaires.

Ocaproce soulève ses réserves vis-à-vis de partenaires du Caucus et met en cause une des intervenantes qui s'est abstenue de traiter son thème lors du colloque de vendredi et qui n'a pas remis le texte final de synthèse. Ocaproce considère qu'il y a des conditions réciproques à remplir pour une mise en œuvre d'un partenariat et demande que cette critique soit mentionnée dans le procès verbal.

La séance est close à 16 heures.

JACQUES RIVKINE

CAUCUS DU DROIT DES ENFANTS Mercredi 28 septembre 2005

La séance est ouverte à 15 h

Le procès verbal du 27 septembre est accepté. On demande au rapporteur de remettre le dossier complet des procès verbaux tels qu'enregistrés.

Le coordinateur rappelle les axes convenus et invite chaque participant à annoncer son thème pour l'évènement de Tunis.

- 1) FIEM : Droit des enfants et le développement durable
- 2) LIVING VALUES : Education sur les valeurs pour une ouverture de l'enfant vers une maturité sociale
- 3) Module de réseau médical pour la protection des maladies infantiles
- 4) CHILDHELPLINE : Réseau d'appel de protection et de secours des enfants marginalisés.
- 5) ECPAT INTERNATIONAL Eradication de la prostitution infantile, la pornographie infantile, et le trafic d'enfants à des fins sexuelles
- 6) OCAPROCE INTERNATIONALE : Lutte contre la pauvreté - Présentation de projet
- 7) DAPSI : Valorisation et mieux être des enfants : mission de notre société pour un développement équitable des enfants

Le coordinateur rend attentif tous les partenaires qu'il s'agit de présenter des projets opérationnels avant le 17 novembre 2005.

Il invite la Présidente d'Ocaproce internationale de présenter d'ici demain sa proposition de la déclaration de Genève.

On relève l'importance des partenariats. FIEM déclare être ouverte à toutes propositions de partenariats sur des bases légales.

La séance est levée à 16 heures

JACQUES RIVKINE

CAUCUS DU DROIT DES ENFANTS Jeudi 29 septembre

La séance est ouverte à 15 h

Le rapporteur remet à tous les membres du Caucus un exemplaire du dossier des procès verbaux établis jusqu'à ce jour. Le coordinateur le remercie pour le travail accompli.

Concernant le contenu des interventions à Tunis, le coordinateur demande à tous les participants d'arriver à Tunis avec un message fort.

La réussite est le seul objectif et le « produit » qui sera proposé sera une contribution décisive dans le processus de Tunis et sa suite.

La FIEM remet son document de Déclaration de Genève au 2ème Colloque Ocaproce internationale qui s'est tenu le 23 septembre 2005.

On invite Ocaproce à présenter son rapport de synthèse et la déclaration finale.

La Présidente d'Ocaproce, Mme Micheline Makou Djouma, procède à la lecture des documents qui ont été préparés par son équipe. Ils font l'objet de plusieurs observations et réserves car certains des objectifs déclarés par le Caucus ne sont pas atteints.

Il est proposé une révision des documents en invitant Ocaproce à s'en référer au rapporteur et de finaliser les textes en ligne.

Le Coordinateur invite Jacques Rivkine de la Dapsi à poursuivre son mandat en tant que rapporteur au prochain sommet.

Tous les membres du Caucus collaboreront pour la préparation de la Phase II du Sommet à Tunis et conviennent de se rencontrer entre temps si nécessaire.

La séance est levée à 16 heures.

JACQUES RIVKINE

Rapport du 26 09 2005 du groupe africain au prepcom 3

Débutée à 9h15, la séance du 26 septembre a donné lieu à un long débat sur les conclusions présentées par l'Ouganda sur le rapport « matière à pensée du président du Sous-Comité A sur la gouvernance de l'Internet : Document WSIS-II/PC-3/DT/10-F, CHAPITRE 3 : GOUVERNANCE DE L'INTERNET

Un point 45 bis du titre 3a (sur les infrastructures et la gestion des ressources essentielles) a été rajouté ; l'expression « légitime » a été ajoutée au point 46(4^e ligne, sur la définition d'un nouveau modèle de coopération), d'autres modifications sont apportées au N°47 (Un paragraphe entier a été adjoint concernant les noms de domaine), aux points 62 A et B du titre 5 (sur le mécanisme de suivi et dispositions éventuelles pour l'avenir) afin de les rendre conformes au plan d'action de Genève.

L'Egypte a souhaité l'avancée des travaux dans la mesure où l'african group n'a pas encore d'input de contribution des pays africains sauf une « petite injonction sur les noms de domaine ».

Le deuxième point de l'ordre du jour est la proposition de l'Angola sur l'organe de coordination des décisions.

Le Délégué Angolais, par ailleurs Président de la Commission des Sciences et Technologies de l'ECOSOC a émis une proposition allant dans le sens de la nomination de la Commission qu'il préside ou d'une commission intergouvernementale pour assurer le suivi.

Rappelant les décisions d'Abuja, le Président a estimé que ce rôle devrait être dévolu à l'UIT et a remis sine die.

Ensuite la Tunisie conjointement avec la Suisse a émis une contribution au titre du chapeau politique en vue de tirer un maximum de profit des TIC pour faciliter la prévention et les règlements des conflits. Après quelques commentaires principalement visant à avoir une version plus soft de la proposition, le Président a suspendu l'étude de cette proposition jusqu'à ce qu'une version française de ladite contribution soit également distribuée aux délégués francophones.

Enfin, deux motions de procédure ont été faites à l'assemblée en l'occurrence celle de l'Egypte qui insiste sur la nécessité pour chaque délégué de consulter sa boîte électronique dans le souci d'avoir le feed back des contributions des africains, et la motion du Sénégal qui s'inquiète des retours fréquents aux discussions ayant déjà fait l'objet de débats et de décisions.

La séance a pris fin à 10 h 05

Didier Raimondo

Rapport du groupe africain du 27 septembre 2005

M. Makane Faye du Secrétariat du Praesidium du Groupe Africain a présenté un plan détaillé programme d'activités du Groupe Africain pour la journée et pour le mercredi 27. Il s'agit des différents sous-groupes chargés de rédiger les différentes conclusions pour le Sous-Comité A sur la gouvernance de l'Internet et le Sous-Comité B sur les mécanismes de suivi et de financement.

La parole a ensuite été donnée à l'UNESCO pour une communication sur les mécanismes de suivi.

Pour le Représentant de l'Unesco, l'UNESCO doit jouer son rôle normal et naturel d'institution pour la promotion de l'éducation, la science, les Technologies de l'Information et de la Communication, la diversité culturelle et le multilinguisme ; elle est disposée à assumer ses responsabilités en ce qui concerne la participation des parties prenantes. Le Représentant a aussi admis que la mise en oeuvre d'un mécanisme de suivi inter agence (des Nations unies) est nécessaire et l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) et l'UNESCO doivent être les chefs de file de l'entité chargée du suivi des décisions.

Le Président de la séance a remercié le Représentant de l'UNESCO et l'a assuré que le Groupe fera entendre sa voix en temps utile.

S'en est suivi l'examen des conclusions élaboré par le Représentant du Sous-Comité B du Groupe Africain sur le chapitre 3 du Document WSIS-II/PC-3/DT/10-F sur la gouvernance de l'Internet : les points 56 à 62 (« mesures propres à stimuler le développement ») ont fait l'objet de multiples propositions, qui pour ajouter des paragraphes entiers, qui pour supprimer certaines parties du document. Le Président a d'ailleurs désigné à la fin de la séance, les chefs de groupe au sein des sous-comités de rédaction sur la gouvernance de l'Internet (confer Document WSIS-II/PC-3/DT/10-F) ; il s'agit de l'Ouganda (pour les points 49 à 51), du Ghana (pour les points 52 à 55, après désistement du Sénégal qui estimait inopportun de diriger le groupe alors que les textes sont rédigés en anglais), et enfin de l'Egypte (pour les points 56 à 61)

La même démarche a été adoptée concernant les parties 4 à 6 du document « Matière à pensée » du Président du Sous-Comité A du Prepcom 3 (Pour une bonne compréhension des propositions, confer le document portant conclusions du Sous-Comité B du Groupe Africain sur le document « Food for thought »).

La séance a de nouveau été suspendue pour une communication du Ministre Tunisien chargé des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication. Ce dernier a fait l'historique des différentes réunions régionales tenues dans le cadre du processus du Sommet Mondial de la Société de l'Information à savoir les réunions de Dakar, Accra, Abuja, Yaoundé, Le Caire et a remercié les Etats pour leur contribution active à ce processus. Il a également insisté sur la nécessité pour le groupe Africain « d'assurer l'après-Tunis » en mettant tout en oeuvre pour favoriser la création d'une entité de suivi des recommandations du Sommet. Il a enfin assuré l'assistance de l'entière disponibilité du pays hôte pour faciliter la participation du Groupe Africain au sommet.

La séance a pris fin à 10h 15.

Didier Raimondo

Rapport de la séance du 28/09/2005 du groupe africain au prepcom 3

Le Président a fait un rapport à l'assistance sur sa rencontre avec le groupe Union Européenne.

L'ordre du jour étant le mécanisme de suivi des décisions du WSIS, l'Union Européenne a annoncé que le chef de file du suivi de l'après-Tunis devrait être l'ECOSOC car elle jugeait l'UIT trop technique pour assurer cette mission. Mais le groupe africain a marqué son désaccord en prenant position sur le choix de l'UIT comme chef de file quitte à admettre la présence d'un autre organe onusien.

Du débat qui s'en est suivi, il ressort que ce choix emporte l'adhésion d'une grande partie du Groupe Africain mais avec quelques nuances apportées par certaines délégations qui pour proposer que le nombre d'organes soit suffisamment restreint, l'IUT en étant bien le Chef de file, qui demander que le PNUD ne figure pas au sein des entités de suivi en ce que le PNUD est un organe principalement financier.

La proposition camerounaise semble rallier l'unanimité en ce qu'elle englobe l'UIT, un organe technique pour assurer le volet technique, le PNUD pour le financement et l'UNESCO en tant qu'organe institutionnel.

La Tunisie a de son côté émis le souhait de prendre en compte toutes les options (ECOSOC, Secrétariat Général des Nations Unies, UNESCO, IUT, PNUD etc.) en vue de parvenir à une décision consensuelle

Mais, pour le Groupe de Bamako, le problème ne devrait guère se poser dans la mesure où il ne s'agit ni plus ni moins que d'un organisme de coordination qui ne devrait pas avoir beaucoup d'organismes en son sein, l'idéal étant l'UIT, le PNUD et l'UNESCO.

Entre temps le débat a été interrompu au profit des allocutions respectives de l'Ambassadeur Américain à Genève et de l'Adjoint du Secrétaire Américain au commerce. Tous ont remercié le Groupe Africain et souhaité que le Sommet de Tunis focalise son attention sur le développement humain à savoir la santé, l'éducation, la formation etc. Les USA se disent prêts à collaborer avec le Groupe Africain afin de trouver des solutions communes.

Pour faire court, le but inavoué de ces 2 interventions (ou lobbying) est d'une part, de remercier l'Afrique pour son choix de l'UIT comme entité de suivi et, d'autre part, d'encourager les Africains à ne pas céder aux influences des autres groupes régionaux.

Après avoir remercié les Représentants américains, le Président de la séance a passé la parole au Sénégal qui a souligné la nécessité d'un changement dans la gestion d'Internet, afin que l'Afrique ait « sa voix au chapitre » et développer ses ressources. L'Afrique compte sur les Etats-Unis pour assurer la réussite concrète du processus.

Répondant aux doléances du Sénégal et du Ghana (qui a abordé dans le même sens que le Sénégal), les USA ont assuré l'assistance de leur disponibilité et insisté que la question centrale devrait être l'après-Tunis.

Enfin le Président du Groupe Africain a clôturé la séance en faisant un rapport sur la position africaine qui est un condensé de quatre propositions concernant la nature des entités devant assurer la coordination la réalisation et le suivi du WSIS (Confer document WSIS-II/PS-3/DOC/5-F) et qui une fois encore intègre le PNUD et l'UNESCO dans le mécanisme au côté de l'UIT.

La séance a pris fin à 10h05

Didier Raimondo

Rapport de la séance du 29/09/2005 du groupe africain au prepcom 3

La séance a débuté à 09h22

Le Président s'est excusé du retard et a donné la parole au Secrétaire Général de IUIT afin d'avoir la position de l'UIT sur sa disponibilité et ses méthodes en vue d'assumer le rôle de suivi des recommandations de Tunis.

Selon le Secrétaire Général UIT il serait difficile de cibler le rôle de l'ensemble des parties prenantes mais chacune d'elle en l'occurrence les institutions en compétition jouent un rôle dans des domaines bien spécifiques et doit assurer la coordination de toutes les activités inhérentes à son domaine d'actions. Mais l'UIT « peut jouer » un rôle de coordinateur de toutes les activités de coordination assurées dans le cadre des recommandations du WSIS. L'Organisation des Nations Unies (du moins le Secrétaire Général de l'ONU) ne devrait pas jouer ce rôle car elle n'a aucune compétence dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication. et « ne constitue qu'un organe politique ». En tant que coordinateur de tous les processus du WSIS, l'UIT a organisé un grand nombre de réunions et a donc la compétence nécessaire pour l'organisation des sommets de la Société de l'Information ; elle dispose par ailleurs du budget nécessaire à cet effet. Le Secrétaire Général n'a pas manqué de préciser qu'il s'agit là d'une position commune entre son institution et l'UNESCO.

Plusieurs interventions ont été enregistrées notamment celle du Président du Groupe qui a réitéré le souhait du groupe de voir la participation conjointe de l'UNESCO et du PNUD, ; un autre représentant a souligné que le suivi comporte trois volets : la réalisation ou mise en œuvre, la coordination et l'évaluation. Si les deux premières tâches doivent naturellement être dévolues à l'UIT, il trouve que l'UIT ne disposerait pas de tous les atouts pour assurer l'évaluation. Selon le Secrétaire Général de l'UIT, Internet est une composante des télécommunications et 70% des activités de l'UIT lui sont consacrées à Internet. D'autres intervenants sont intervenus allant dans le sens de la coordination du suivi, de la nécessité d'impliquer les gouvernements (dans les questions « d'adressage » et le règlement des litiges) et des entités sous-régionales. Il ressort du débat que l'UIT fera office de coordinateur mais entend collaborer avec toutes les institutions en ce qui concerne les activités dont la réalisation leur est naturellement dévolue.

Après le départ du Secrétaire Général, l'assistance s'est accordé sur une période de deux ans (contrairement aux trois proposées par le groupe de Bamako) pour le processus de révision ou d'examen des changements intervenus dans le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication.

Le Président du Groupe Africain a clôturé la séance en lançant un appel à la société civile afin de ne pas hésiter à lui faire part de leurs propositions. Il s'est dit disponible à accueillir les délégués du caucus africain. (Il faut rappeler que cette réaction fait suite au procès verbal que nous avons présenté devant le caucus africain sur l'absence de la société civile dans les débats sur les mécanismes de suivi).

La séance a pris fin à 10h46

Didier Raimondo

Rapport de la séance du 30/09/2005 du groupe africain au prepcom 3

La séance a débuté à 9h10 par la distribution de la Déclaration de la Société Civile Africaine (devant le Sous-Comité A sur la Gouvernance de l'Internet) aux représentants du Groupe Africain. La distribution a été faite par nos soins.

Puis le Sénégal a présenté un document qui lui a été proposé par certains Etats notamment le Canada, Singapour, l'Arabie Saoudite, document qui a la particularité de contenir la substance des positions du Groupe Africain sur la gouvernance de l'Internet et le mécanisme de suivi.

Selon le Ministre Sénégalais des Technologies de l'Information et de la Communication, ce document assure un suivi démocratique, transparent et multipartite des résolutions de Tunis. La réserve enregistrée à ce jour est celle de l'Afrique du Sud qui souhaite remplacer le mot « évolutif » (dans processus évolutif) par progressif. Mais la représentante de l'Afrique du Sud a tout de suite mis un bémol en affirmant ne pas bloquer l'avancée des travaux car ce qui importe c'est l'esprit et non la lettre.

Le débat qui s'en est suivi s'articule autour du procédé « d'internationalisation d'ICANN » (point 8 alinéa 3), sur l'accès aux infrastructures de l'Internet, du silence sur le contrôle de l'Internet Gouvernance, de l'ouverture de la place de ICANN entité de droit privé dans un processus où seules les entités de droit international (Etat, Organisations Internationales etc.) ont leur place etc. D'autres Etats ont proposé de prévoir une ouverture au cas où ICANN ne serait plus amené à jouer son rôle dans la gouvernance de l'Internet ; enfin la Namibie a souhaité voir la deuxième phrase du point 6 supprimée.

Le Président a désigné pour chaque point un petit comité en vue de faire la rédaction.

Sentant une certaine unanimité se dégager, le Président a demandé si le texte peut être adopté par l'Assemblée avec les amendements tels qu'il ressort des débats.

Mais les représentants ont trouvé que le terme « adopté » n'est pas approprié.

Finalement, les Etats ont été vivement invités à avoir des représentants dans chaque petit comité de rédaction. Car, dès lors qu'il n'y aura plus d'autre séance plénière, les amendements issus de chaque petit comité seront joints au document final l'ensemble étant parrainé par le Groupe de Bamako.

La séance a pris fin à 10h20.

Didier Raimondo

Rapport de la Séance Plénière du Prep-Com 3 - 30/9/2005

La séance a commencé à 19h et a fini à 21heures du soir.

Son Excellence M. l'Ambassadeur Karklins : (Lettonie) Présente le document WSIS-II/PC-3/DOC/11-E et manifeste que le travail n'est pas terminé, il remarque qu'il y a une erreur dans le paragraphe 5, DOC/DT/15, dans lequel le Président invite à la réflexion. On va continuer notre examen pour savoir où on est.

Rapport du Président du Sous-comité A - (Gouvernance de l'Internet) Son Excellence M. Ambassadeur Massood Khan : (Pakistan). Ce Sous-comité a tenu 14 séances plénières pour examiner le projet de texte du Chapitre trois (Gouvernance de l'Internet) de la partie opérationnelle du ou des documents finals de la phase de Tunis. « Je ne vais pas revenir en arrière, ce rapport a été accepté, ainsi que les contributions de la Société Civile ont été essentielles ». Se référer au document WSIS-II/PC-3/DOC/11/(Rev 1)

Caucus Internet Gouvernance, Mme Avri Doria : La Gouvernance de l'Internet pour la Société civile voit avec intérêt le rapport et la participation au développement de ce processus, le renforcement des capacités de toutes les parties prenantes au pied d'égalité comme l'a recommandé le rapport dans sa première phase, le Forum ne doit pas remplacer les mécanismes, le processus nous préoccupe, parce que nos connaissances devront être mises aux gouvernements et on devrait travailler main dans la main.

Canada : Le document devra être fragmenté pour servir de base pour les négociations futures.

Russie : On n'a pas pu voir toutes les questions, le chapitre partie V, il propose que tout le document qui a été discuté soit mis en annexe. La GI est créée à partir de la 1^{ère} étape du Sommet comme document primordial.

Président Karklins : Le document a été fait à tout vitesse, les paragraphes concertés sont acceptés, le rapport de la GI et les contributions qui ont été présentés seront à Tunis pour examen ultérieur. Le secrétariat reflète ses propositions et a élaboré un tableau synoptique (DT/11) indiquant les sources du texte du document (DT/10Rev 4) qui sera le document utilisé, les autres documents énumérés section paragraphe 5 du DOC/11 de la GI, les rapports des réunions du Sous-comité A le DOC/15 ainsi que de la compilation des observations sur ce rapport des parties prenantes (DT/14), tous ces documents seront examinés par la Prep-com. On va tenir compte du rapport du Sous-comité A avec ses amendements. Se référer au document WSIS-II/PC-3/DOC/12-E

Emmanuel Njenga pour la SC : Les gouvernements ne sont pas arrivés à un accord, le blocage actuel sur des problèmes antagonistes. Dans le Forum de la GI, tous les secteurs ont y participé et maintenant on nous propose l'exclusion de toutes les parties prenantes, tout cela nous inquiètent beaucoup, est-ce que toutes les parties seront exclues ?

Rapport du Sous-Comité B - La Présidente Mme Lyndall Shope-Mafole : (Afrique du Sud), Ce Sous-comité s'est réuni pendant 14 fois en séances plénières pour réviser le projet de texte du chapeau politique, les chapitre 1 (les mécanismes) le 2 (les mécanismes de financement) et le 4 (le travail à suivre) de la partie opérationnelle de la Phase à Tunis.

Le Sous-comité a adopté les documents WSIS-II/PC-3/DT2 (Rev3). et le WSIS-II/PC-3/DT6 (Rev.2), ainsi que le rapport Amis du Président, le WSIS-II/PC/DOC6 et la compilation des commentaires du volet politique dans le document WSIS-II/PC3/DT/4 (Rev.1).

Le sous-Comité a terminé deux lectures, il reste des paragraphes en crochet dans le volet politique du document DT/12 (REV 12) et reste un paragraphe sur la jeunesse de la part du Caucus des jeunes ainsi que le chapitre 2 (de financement) reste pour discuter. tous ces documents sont le produit d'équipe. Nous devons continuer nos travaux avec la participation et les contributions de la jeunesse, les personnes handicapées, les enfants, les femmes.

Président Karklins : Il reste encore le Chapeau politique, le chapitre 1 à ajouter au chapitre 3, 4, nous avons besoin des efforts collectifs pour terminer la mise au point du volet politique. Le bureau a besoin de suspendre la Prep-Com et la ouvrir ultérieurement à l'unanimité pour convoquer un groupe de négociation. En ce qui concerne le mandat du volet politique chapitre 1, 2,3, le bureau recommande que le Groupe de Négociation se réunisse pour l'examen suspendu du volet politique et les mécanismes de financement

La question du chapitre 1 et 4, sa mise en œuvre sera suivie en octobre pendant 2 ou 3 jours. (Nous ne connaissons pas encore les dates). Les recommandations du bureau pour poursuivre les travaux et pour conclure les négociations sur ces sujets ainsi que les modalités recommandées pour mandater le lieu et la date sont acceptés dans le procès verbal de cette réunion.

UE+la Roumanie : La reprise de la Prep-com sera substantielle, il faudrait prévoir le temps nécessaire pour parvenir à un succès, tous les Chefs de Gouvernement auront un texte approprié et les parties prenantes joueront leur rôle de responsabilité.

Ce groupe Chapitre 1 - mis en œuvre
« 2 - questions générales
« 3 - directement
« 4 - suite à donner au Prep-com 3

Président Karklins : Le document du Chapeau politique est le document opérationnel qui est accepté. Le DOC/12 et le DOC/10 Projet de Rapport intérimaire WSIS, PC3/10, du 30/9/2005 de l'original en anglais.

Bertrand La Chapelle, Coordonnateur de la SC pour GI : La Déclaration publiée par la CCBI/Business a appuyé publiquement la participation surprenante de la SC, parce que si nous faisons partie de la 2^{ème} phase de GI, notre préoccupation est de savoir comment la SC et le SP vont participer, il n'existe aucune garantie pour cette interaction, la SC + les gouvernements ont des difficultés, et pour la crédibilité de nos travaux et dans les années futures celle-ci sera une bonne référence de respecter les engagements de la Résolution de la Assemblée Générale, on n'est peut pas faire ce que les autres n'ont pas fait.

Une Commission à Tunis a comme mandat notre coordination globale, qui est proposée par la Commission de la Séance et la Technologie, mais ni les titres sont appropriés n'ont plus. Il nous faudrait des informations plus précises à toutes les parties prenantes de la SC, on ne devrait pas être concurrents mais des partenaires.

Président Karklins : Vous et les autres serez informés sur nos progrès. Vous en avez 12 jours pour toute communication, tout commentaire devra être envoyé au Secrétariat.

Le Ministre Tunisien de la Communication : La Tunisie préconise de la volonté politique, de la souplesse pour dégager un consensus. C'est le Sommet de nous tous, nous devons être responsables dans nos rôles à jouer. La Communauté internationale à des énormes espoirs, ce Sommet doit être un Sommet des solutions dans cette phase à Tunis, c'est la phase de la réussite, une coopération constructive est nécessaire pour combler le fossé de nos objectifs. Soyons nombreux à Tunis.

Thaïlande : Elle annonce une contribution de Fr.S. 30.000.

Président Karklins : La session est suspendue.

par Ana Leurinda

Gender Caucus

Ce caucus a eu lieu le lundi 26 septembre de 12h à 13h à la salle XXII et le vendredi de 13h à 14h à la salle XXIII au palais des Nations Unies. A défaut du rapport sur ce caucus (semaine du 19 au 23 septembre 2005), nous faisons un aperçu général - présentation, objectifs, quelques activités menées lors de la PrepCom-3, le programme prévu pour la Tunisie ainsi qu'une aperçue général du travail du WSIS Gender caucus en Afrique. Nous exposons également les commentaires exprimés lors de la dernière réunion Genre du 30 septembre 2005.

La langue véhiculaire de ce caucus est majoritairement l'anglais. Le site web du Gender Caucus est aussi en anglais. C'est pourquoi nous faisons une synthèse en français des principales activités de ce caucus. La plupart des informations qui vont être exposées à continuation ont été extraites du site : <http://www.genderwisis.org>. Pour avoir accès à ces données, il est nécessaire de s'inscrire au mailing list du Gender Caucus. Contact : Ms. Jacqueline Morris, jam@jacquelinemorris.com

1. Présentation du Gender Caucus : Le WSIS Gender Caucus a été formé pendant la phase préparatoire de la première conférence régionale africaine qui a eu lieu à Bamako (Mali) en 2002.

Le WSIS Gender Caucus est constitué par une hétérogénéité de parties composées d'hommes et de femmes issus des gouvernements nationaux, de la société civile, des ONGs, du secteur privé ainsi que du système des Nations Unies.

2. Les objectifs du Gender Caucus sont principalement les suivantes:

- Inclure des objectifs pour atteindre l'égalité entre les sexes dans les processus du WSIS y compris dans ses résultats.
- Inclure les femmes dans tous les aspects du WSIS y compris dans ses résultats.
- Empêcher les biais relatifs au genre ainsi que l'invisibilité du genre dans les documents et la mise en œuvre des programmes du WSIS.

3. Quelques activités menées lors de la PrepCom-3 : tout au début de la PrepCom le Gender Caucus s'est divisé en deux groupes (un groupe pour le sous-comité A et un autre groupe pour le sous-comité B). Cette division avait comme but de suivre les deux textes en cours d'élaboration par les sous-comités respectifs.

Selon les données du *Wsis Gender Caucus Briefing paper I for prepCom-3* du 23 septembre 2005, le Gender Caucus a déclaré être concerné par le fait que les points principaux et les valeurs exprimées lors de la première phase du WSIS - qui ont été inclus dans les principes de la déclaration de Genève - n'apparaissent pas pour guider les discussions ni dans le processus de prise de décisions lors de la deuxième phase. C'est la raison pour laquelle le Gender Caucus demande que :

Les discussions et le processus de prise de décisions lors de la deuxième phase du WSIS soient menés en accord avec les points principaux et les valeurs de la déclaration de Genève notamment le renforcement du pouvoir des femmes (*women's empowerment*) et l'égalité entre les sexes (*Gender equality*).

Le Gender Caucus a demandé au Sous-Comité B de réaffirmer les principes de la déclaration de Genève :

En relation au volet politique (*Political Chapeau*), le Gender Caucus a demandé d'inclure le paragraphe suivant comme étant le para.10bis ou 11bis :

We recognize that a gender digital divide exist in all societies, and we reaffirm our commitment to women's empowerment and gender equality, so that we can overcome this divide, participate in all decision-making processes in equal partnership with men and

contribute to shaping all spheres of the Information Society at global, regional and national levels.

Par rapport au sous-comité A - Chapitre 2 (*Financing*) et chapitre 3 (*Internet governance*), le Gender Caucus a apporté plusieurs recommandations et parmi elles :

- Allouer un budget pour le Genre (Gender budgeting).
- Assurer l'égalité entre les sexes dans la participation à tous les niveaux et dans toutes les structures émanant du processus WSIS.
- Renforcer la capacité des femmes dans les gouvernements, la société civile et le secteur privé. Cela est fondamental afin de permettre une participation égalitaire dans les processus de prise de décisions au niveau national, régional et international.

4. Le programme prévu pour Tunis va s'axer autour de deux activités :

- Des expositions
- Une série de panels et de débats.

Voici le calendrier prévu (sous réserve d'éventuels changements) :

Lundi 14 Novembre: *Global perspectives on Gender and ICTs: Results of the WSIS Gender Caucus Research Competitions*

13.00-15.00h: Panel 1

15.00-17.00h: Panel 2

Mardi 15 Novembre:

15.00-17.00h: *High level political debate on Gender and ICTs*

17.00-19.00h: *Gender and ICTs in Latin American and the Caribbean*

Jeudi 17 Novembre

9.00-11.00h: *Post-Tunis and Implementation of WSIS: past, present and future of the GC.*

11.00-13.00h: *The role of ICTs in Economic Growth and Poverty Reduction.*

15.00-17.00h: *Gender Indicators for Monitoring the digital divide.*

5. Aperçu général du travail du WSIS Gender Caucus en Afrique : le rapport intitulé *Gender and ICT :Overview of the WSIS Gender Caucus work in Africa* a été élaboré par Mme Lettie Longwe (WSIS-GC Secretariat). Ce rapport décrit en premier lieu, les réalités du terrain des TICs en Africa tout particulièrement en matière de Genre et des inégalités subies par les femmes africaines ; en deuxième lieu, Mme Longwe fait un rapport de tout ce qui doit être fait en matière de TIC et Genre en Afrique. En troisième et dernier lieu, le rapport contient les travaux accomplis dans le cadre du *WSIS Gender Caucus* en Afrique.

Ce rapport a été effectué le 30 janvier 2005.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Mme Lettie Longwe, programmed@amarcafrica.org

AMARC AFRICA, WSIS-GC Secretariat, Interim Chair Wsis Gender Caucus

Member of the Gender Caucus Steering Committee

6. Vendredi 30 septembre 2005 : organisé par le *CS Gender Caucus* et *SchoolNet Africa* cette réunion était centrée sur le choix du porte-parole (speaker) pour le Gender Caucus en Tunisie. Mme Conchita Poncini a suggéré que le porte-parole soit une femme tunisienne car la Tunisie est le pays d'accueil du Sommet et parce que dans ce pays les femmes ont de sérieux problèmes liés aux inégalités entre les sexes. A cette proposition il y a eu l'objection du porte-parole de la réunion caucus (chair person). En effet Mme Magali a exprimé sa crainte qu'une porte-parole tunisienne puisse négliger le message du Caucus Genre en faveur de ce que le Gouvernement tunisien pourrait souhaiter qu'elle véhicule comme message. En bref, elle craignait la manipulation de la représentante tunisienne par son Gouvernement. Les femmes africaines et notamment tunisiennes - dont Mme Sana Ghenima - présentes dans la salle se sont défendus de ces propos et ont fait savoir à Mme Magali qu'elle était partielle et que ses sources étaient erronées.

D'autres participantes ont mis l'accent sur le message à faire passer.

Mme Fatimata du Sénégal a suggéré que le speaker parle au nom du Genre et au nom de tous les pays du monde, en accentuant les actions menées par la société civile.

Jesusa Ona a fait le constat que dans la réunion il n'y avait aucun homme présent et a suggéré que l'on explique aussi bien aux hommes qu'aux femmes ce que c'est le Genre ainsi que le but de rapports de genre égaux. Elle signale que les objectifs du Gender Caucus ne pourront pas aboutir que de manière incomplète si les hommes n'y participent pas à l'édifice de l'égalité entre les sexes.

Dans cette réunion l'on a aussi signalé le fait qu'il faut une participation égale de tous les gouvernements. Par ailleurs on a constaté que le groupe Europe/Amérique du Nord de la société civile essayait de prendre les devants sur tous les autres groupes (Afrique, Asie, Amérique latine).

Rose-Marie Buenzeyi et Jesusa Ona

Civil Society Content and Themes

Organisé par la plénière de la société civile, le *Civil Society Content and Themes* a eu lieu du 26 au 30 septembre 2005 de 18h à 19h à la salle XXII du palais des Nations unies.

Lundi 26 septembre : rappel de ce qui avait été fait le vendredi 23 septembre.

Le débat était centré autour de la déclaration qui prétend exclure la société civile (SC) dans les groupes de rédaction.

La chine est particulièrement contre la participation de la société civile aux négociations du sommet mondial sur la société de l'information. Les ONGs demandent le droit d'en faire partie ne serait qu'à titre d'observateurs.

Par ailleurs, en réponse à la déclaration d'exclure la Société civile, quelques membres de cet organisme ont écrit un brouillon (*draft*) afin de protester contre une telle décision. Le but de la séance était de faire un débat autour de ce draft - commentaires, suggestions d'amélioration - pour ainsi pouvoir le réadapter et permettre de cette manière aux chargés de ce document de continuer à négocier avec les Etats ainsi que lors des réunions intergouvernementales. La société civile entend lutter pour leurs droits et recommande de faire du lobbying auprès de nos gouvernements pour qu'ils fassent passer nos commentaires dans les processus de négociations.

Judi 29 septembre : le débat était centré autour de deux thèmes. En premier lieu, le processus de sélection des porte-parole (*speakears*) pour Tunisie et en deuxième lieu savoir s'il fallait ou non faire une conférence de presse. Pour les speakers, la société civile a signalé qu'elle avait reçu des propositions venant du Caucus Genre et du Caucus Africain.

La conférence de presse

Débat autour de savoir si l'on était prêt pour une conférence de presse. Si oui, qui allait parler ?. La conférence de presse devait apporter de l'élan positif à la cause de la société civile.

Vendredi 30 septembre : On nous a fait part du fait que la conférence de presse a eu lieu et par ailleurs, celle-ci a eu beaucoup de succès. La société civile a reçu des félicitations. Elle aura un grand espace dans le sommet de Tunisie.

Un constat a été fait : deux régions sont sous-représentées pour intervenir en Tunisie en nom de la société civile (Amérique latine et les Caraïbes).

Une suggestion a été faite : limiter le nombre d'événements.

Une membre d'un organisme qui travaille pour la paix et qui fait aussi partie de la DAPSI a remarqué qu'il n'y avait aucun représentant hispanophone bien que l'espagnol est la 2^{ème} langue la plus parlée au monde. Tracy - porte-parole SC - l'a suggéré d'écrire une lettre en indiquant quelques personnes de langue maternelle espagnole afin de les prendre en considération).

Caucus Genre : Mme. Conchita Poncini souhait qu'il n'y ait pas de prise de position ou d'opinions de la part du porte-parole (*chair personne*). Elle signale à CONGO que l'on n'a pas donné assez de temps au Caucus Genre afin de mieux se préparer. Elle souhaite que le genre soit rendu visible dans le processus de négociation des gouvernements.

Caucus handicapés : il faut plus de personnes handicapés qui parlent en Tunisie. Ce caucus considère qu'une seule personne handicapée désignée à parler c'est très peu.

Caucus Africain : au nom de ce caucus, M. Béchir Khalfallah a remercié le travail de l'ITU, des traducteurs ainsi que les coordinateurs de la société civile. En référence au Sous-Comité B, il a signalé que le caucus africain a essayé de participer de façon active. Il a demandé que toutes les langues de travail soient respectées et que les groupes ne soient pas partiels en Tunisie en travaillant de manière sectaire. Il a fait savoir que l'Afrique est très concernée par la fracture numérique.

Jesusa ONA

Education and Research Task Force Meeting

Organisée par la Société civile sur l'éducation et la recherche, le Caucus *Research Task Force* s'est déroulé du lundi 26 au mercredi 28 à la salle de réunions E 2064, de 16h à 17h au Palais des Nations Unies.

Mardi 27 septembre : un rappel du but de ce caucus a été fait. Il s'agit tout d'abord, d'avoir une plate-forme en éducation et le faire adopter par la société civile. Ensuite, chercher des porte-parole pour ce Caucus. Et finalement, *choisir* l'orateur.

La plate-forme en éducation vise à promouvoir l'éducation à travers les TIC et disséminer la formation des enseignants grâce aux TIC. Le texte prévu pour Tunisie - *Famille Education et recherche, Recommandations pour une plate-forme des savoirs ouverts* - tourne autour de :

Quatre stratégies d'appropriation

- Formation des maîtres par les TIC.
- Formation de base aux médias et aux TIC.
- Didacticiels en accès gratuit.
- Charte internationale de chercheurs.

Quatre outils d'appropriation

- Une dorsale de contenus en accès libre.
- Une exemption de droits d'auteur pour l'accès aux contenus éducatifs.
- Un fond obligatoire pour le service universel de l'éducation.
- Interopérabilité et systèmes ouverts pour la gouvernance de l'Internet.

Dans ce document on trouve aussi une clause sur les Technologies éducatives et les objectifs de développement du Millénium.

J'ai soulevé la question de la précarité des infrastructures qui conduit à une augmentation de la fracture numérique dans l'accès des enseignants des pays en voie de développement - notamment ceux de l'Afrique subsaharienne - aux TIC. J'ai suggéré que le document tienne cela en compte car autrement cette plateforme bénéficie davantage les pays du Nord que ceux du Sud.

Mercredi 28 septembre : nous avons continué à vérifier et faire les recommandations pour le texte final prévu pour Tunisie. M. Gurumurthy de l'Inde et moi-même nous avons rappelé mon commentaire fait le mardi 27 septembre sur les infrastructures et la fracture numérique pour l'accès aux TIC. Par ailleurs, M. Gurumurthy a insisté sur le besoin de responsabiliser les gouvernements du Sud à se procurer les moyens pour que les citoyens et notamment les enseignants du Sud puissent avoir accès à la formation grâce aux TIC.

Ce Caucus n'a pas eu lieu ni le jeudi 29 ni le 30 septembre 2005. Le papier final que j'ai recueilli dans l'après-midi du 30 septembre, contient toutes les recommandations que nous avons faites les jours précédentes.

Jesusa ONA

**Africa Civil Society Caucus Language proposals on Internet Governance
here: Paragraphs 43 - 58 of the Chair's paper Final version for submission, 26
September 2005, 14:30 CEST *Comments are in italics and underlined.***

Chair's Paper (Document WSIS-II/PC-3/DT/10-E)	Language proposed by Civil Society
<p>43. We reaffirm that the management of the Internet encompasses both technical and public policy issues and should involve all stakeholders and relevant intergovernmental and international organizations. In this respect it is recognized that:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Policy authority for Internet-related public policy issues is the sovereign right of States. They have rights and responsibilities for international Internet-related public policy issues; b) The private sector has had and should continue to have an important role in the development of the Internet, both in the technical and economic fields; c) Civil society has also played an important role on Internet matters, especially at community level, and should continue to play such a role; 	<p>43. We reaffirm that the management of the Internet encompasses both technical and public policy issues and should involve all stakeholders and relevant intergovernmental and international organizations. In this respect it is recognized that:</p> <ul style="list-style-type: none"> d) Policy authority for Internet-related public policy issues is the sovereign right of States. They have rights and responsibilities for international Internet-related public policy issues; e) The private sector has had and should continue to have an important role in the development of the Internet, both in the technical and economic fields; f) Civil society has also played an important role on Internet matters, especially at community level, <u>raising awareness of all stakeholders for public interest, development needs</u> and they should continue to play such a role;
<p>44. We seek to improve the coordination of the activities of international and intergovernmental organisations and other institutions concerned with Internet Governance and the exchange of information among themselves. A multi-stakeholder approach should be adopted, as far as possible, at all levels.</p>	<p>44. We seek to improve the coordination of the activities of international and intergovernmental organisations and other institutions concerned with Internet Governance and the exchange of information among themselves. A multi-stakeholder approach should be adopted, <u>as far as possible</u> at all levels.</p>
<p>45. We recognise that, for historical reasons, the authorisation of changes in the root zone file system of the Internet has rested with a single government. We express our appreciation for the way in which this task has been handled and acknowledge the priority given to the security, stability and continuity of the Internet.</p>	<p>45. We recognise that, for historical reasons, the authorisation of changes in the root zone file system of the Internet has rested with a single government. We express our appreciation for the way in which this task has been handled and acknowledge the priority given to the security, stability and continuity of the Internet.</p> <p><i>45Bis: <u>input from draft Africa Group Position: We seek to ensure equitable distribution of root server instances to facilitate access and we further seek internationalisation of root server management.</u></i></p>
<p>47. We seek to ensure balanced access to IP addressing resources on a geographical basis.</p>	<p>47. We seek to ensure balanced access to IP addressing resources <u>on a geographical basis.</u></p> <p><i>Supporting the Africa Group draft report : <u>we call for the reinforcement of the specialised regional internet resource management institutions to guarantee each region's right to manage its own internet resources, while maintaining effective global coordination.</u></i></p>
<p>48. We recognise the need for elaboration of policies concerning the management and further development of the domain name space.</p>	<p><i>The management of country code top-level domain names (ccTLDs) should remain the sovereignty of local internet community in respective country (rfc.org RFC1591) .</i></p>
<p>55. We note with satisfaction the increasing</p>	<p>55. We note with satisfaction the increasing</p>

<p>volume and value of the purchase of goods and services using e-commerce, both within and across national boundaries. We call for the development of consumer protection laws and enforcement mechanisms to protect the rights of consumers during the online purchase of goods and services, and for enhanced international cooperation to facilitate a further expansion of the possibilities of e-commerce as well as consumer confidence in it.</p>	<p>volume and value of the purchase of goods and services using e-commerce, both within and across national boundaries. We call for the development of consumer protection laws and enforcement mechanisms to protect the rights of consumers <u>during the online purchase of goods and services</u>, and for enhanced international cooperation to facilitate a further expansion of the possibilities of e-commerce as well as consumer confidence in it.</p>
<p>56. We reaffirm our commitment to turning the digital divide into a digital opportunity, and ensuring harmonious, fair and equitable development for all, particularly for those who risk being left behind and being further marginalized.</p>	<p>56. We reaffirm our commitment to turning the digital divide into a digital opportunity, and ensuring harmonious, fair and equitable development for all, particularly for those who risk being left behind and being further marginalized.</p> <p><u>56. bis We resolve to promote access to knowledge, developing countries content databases and ensure that IPR enforcement does not hinder development.</u></p> <p><u>56. ter Promote the use of free and open source software</u></p>
<p>57. We maintain that the uneven sharing of the burden of costs for international Internet connectivity should be redressed through further dialogue. We call for affordable access to ICTs, including by:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Reducing international Internet costs charged by backbone providers, supporting, <i>inter alia</i>, the creation and development of regional ICT backbones and Internet Exchange Points to reduce interconnection cost and broaden network access; b) Encouraging ITU to continue the study of the question of the International Internet Connectivity (IIC) as an urgent matter to develop appropriate Recommendations. c) Developing low-cost equipment, such as computers, especially for use in developing countries. 	<p>57. We maintain that the uneven sharing of the burden of costs for international Internet connectivity should be redressed through further dialogue. We call for affordable access to ICTs, including by:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Reducing international Internet costs charged by backbone providers, supporting, <i>inter alia</i>, the creation and development of regional ICT backbones and Internet Exchange Points to reduce interconnection cost and broaden network access; b) Encouraging ITU to continue the study of the question of the International Internet Connectivity (IIC) as an urgent matter to develop appropriate Recommendations. c) Developing low-cost equipment, such as computers, especially for use in developing countries. d) <u>Encourage and promote interoperability of equipment (hardware and software)</u> e) Governments to ensure an enabling policy environment which should include both: <ul style="list-style-type: none"> a. Policies that prevent public or private monopolies b. Public interest oriented regulation that will support open access to infrastructure and bandwidth with a view to extending affordable access to under-served areas.
<p>58. We would work to enhance multi-stakeholder participation in governance mechanisms. This would involved making available adequate resources to build capacity in a range of areas relevant to Internet management at the national level and to ensure effective participation in global Internet governance, particularly for developing countries.</p>	<p>58. We would work to enhance <u>guarantee</u> multi-stakeholder participation in governance mechanisms. This would involved making available adequate resources to build capacity in a range of areas relevant to Internet management at the national level and to ensure effective participation in global Internet governance, particularly for developing countries.</p>

Panos Institute West Africa on behalf of the African Civil Society Caucus

This proposal have been made before the Prepcom III

Proposed amendment to the new proposed draft of the Friends of the Chair on the Operational Part

Proposal of the Africa Civil Society Caucus/WSIS

The African Civil Society Caucus, having examined the proposed modified draft of the Group of the Friends of the Chair on chapter 1 on the follow-up mechanisms of Geneva and Tunis summits, makes the following comments:

We wish to express our thanks to the President of the GFC for this new document which gives very useful precisions to paragraphs 10 and 11 of Chapter 1 and paragraph 29 of chapter 4 of the “Operational Part” document. All the same, we strongly regret the fact that in comparison to the earlier text, this new one does not foresee the establishment of a implementation mechanism of the Geneva and Tunis Action Plans on one hand, and the establishment of an ad hoc coordination structure for the follow-up of the Geneva and Tunis Action Plans on the other in a strong and compelling manner. For developing countries, **it is indispensable to guarantee the existence of a follow-up mechanism along with a coordinated, efficient and productive multistakeholder implementation, especially at the international level.** Specifically, we notice the following:

a) In the earlier version of paragraph 10 of chapter 1, there was a clear proposal for the establishment of a follow-up mechanism. In the latest draft of paragraph 10 proposed by the GFC President, (including the new paragraphs 11, 12, 13, and 14) the issue of a formal establishment of **an implementation** mechanism has been replaced with that of a “process of **follow-up**” which may include an implementation mechanism.

b) The eventual process which is being spoken about in paragraphs 10 and 14 is under the United Nations through its existing structures, without an effective coordination mechanism foreseen. We do recall though that in the document *“Food for thought for the informal consultations on WSIS implementation and follow-up”* sent by the GFC president, if such coordination does not exist, there are high risks of duplication of activities by the United Nations institutions. A new coordination structure, we recall, was even foreseen for the earlier draft of paragraph 11 of chapter 1.

c) Provisions were also made in the paragraph 29 of chapter 4 for the secretariat costs of the coordination structure to be borne by the United Nations. The proposed chapter 14 of the present draft no longer makes mention neither of this secretariat, nor of its support but simply indicates that the implementation at the United Nations’ level will be assured by the United Nations institutions, according to their traditions.

d) Considering the unique character of this new summit, which is consecrated to a new paradigm (the information society), and considering the proposal for the creation of a “Forum” for the follow-up of Internet Governance by the Working Group on Internet Governance, there is need to pay particular attention to the implementation and follow-up of the WSIS

e) We therefore propose the following re-wording, without the exclusion of other contributions which may follow our line of reasoning to enhance the other paragraphs (changes are in bold)

New para. 12 (inserting a new item line b) and adjusting the subsequent item lines)

12. At the national level, based on the WSIS outcomes, we encourage governments to set up a national *implementation* framework with full and effective participation of civil society and business entities;

- a) National e-strategies, where appropriate, should be made an integral part of national development plans, including Poverty Reduction Strategies, aiming to contribute to the achievement of the goals contained in the UN Millennium Declaration;
- b) **Governments in developing countries should take every necessary step in order to improve their national regulatory framework with a view to fostering economic models of access to, and use of, bandwidth, which would reduce connection costs for the end user;**
- c) ICTs should be fully mainstreamed into strategies for Official Development Assistance (ODA) through more effective donor information-sharing and co-ordination, and through analysis and sharing of best practices and lessons learned from experience with ICT for development programmes;
- d) Existing bilateral and multilateral technical assistance programmes, including those under the UN Development Assistance Framework, should be used whenever appropriate to assist governments in their implementation efforts at the national level;
- e) Common Country Assessment reports should contain a component on ICT for development.

New para. 13 (inserting a new item line b)

13. At the regional level:

- a) Upon request from governments, **civil society organizations and/or other organized stakeholders**, regional inter-governmental organizations will carry out WSIS implementation activities, exchanging information and best practices at the regional level, as well as organizing policy debate on the use of ICT for development, with a focus on attaining internationally agreed development goals, including those contained in the UN Millennium Declaration;
- b) **Governments and regional intergovernmental organizations should convene regular consultations with the relevant ICT technical communities and practitioners to discuss best practices and implement relevant solutions with regard to building up and rationalizing the Internet traffic exchange infrastructures, by supporting collaboration and peering among the various operators, including the incumbent national telecom operator;**
- c) UN regional economic commissions, based on request of Member States and within approved budgetary resources, may organize **or support** regional WSIS follow-up conferences with appropriate frequency;
- d) We consider a multi-stakeholder approach and the full and effective participation in regional **WSIS implementation** activities by civil society and business entities to be essential.

New para. 14, b) & e)

14. At the international level:

- a)
- b) Each UN agency, according to its mandate and competencies, and based on decisions of their respective governing bodies, **should** facilitate activities among different stakeholders, including civil society and the private sector, to help national governments in their implementation efforts. The facilitation **will include, but not limited to**, information exchange, sharing of best practices, and assistance in developing public/private and multi-stakeholder partnerships. Facilitation should be carried out within the approved budgets of the respective agencies;
- c)

- d)
- e) The modalities of coordination of implementation activities among the UN agencies should be defined by the UN Secretary General **taking into account the innovative practices brought out by the WSIS process, as well as the need of a “Forum” by WGIG. These modalities should include a specific mainstream and multi-stakeholder coordination instance to which effective secretariat support should be provided. Such a coordination instance will periodically hold public consultations and/or open its processes to public comments, and submit reports to be made publicly available.** The experience of, and the activities undertaken by, UN agencies in the WSIS process—notably ITU, UNESCO and UNDP—should continue to be used to their fullest extent.

New para.30

30. A global ICT policy analysis as well as a realistic international performance *evaluation* and benchmarking (both qualitative and quantitative), through comparable statistical indicators and research results, including by using a methodology for a composite ICT development index (digital opportunity index), should be developed to follow up the implementation of the Geneva and Tunis outcomes, taking into account different national circumstances.

Prepared on the African Civil Society Caucus in WSIS on the occasion of the debate on PrepCom 3 and the WGIG report, organized by ACSIS with the collaboration of Panos West Africa (CIPACO project) and the Association for Progressive Communications. Endorsed specifically by the following organizations:

AC SIS
Panos Institute West Africa (PIWA)
Association for Progressive Communications (APC)
Fantsuam Foundation, Nigeria
Oridev, Benin
SADC Youth Movement
Center for Media Studies and Peace Building in Liberia
CEFEPROD, Cameroun
World Association of Community Broadcasters (AMARC)
Université de l'Atlantique, Côte d'Ivoire

**WSIS Civil Society Africa Caucus Language proposals for Chair's paper
Submitted by Diaspora Africaine pour la Société de l'Information (DAPSI) on behalf of the
- Paragraph 62 28 September 2005**

Chair's Paper (Document WSIS-II/PC-3/DT/10-E)	Language proposed
<p>V: Follow-up and Possible Future Arrangements</p> <p>62. In reviewing the adequacy of existing institutional arrangements for Internet Governance and for policy debate, we agree that some adjustments need to be made to bring these into line with the "Geneva principles". Accordingly, we propose:</p>	<p>Recognizing that the existing operational mechanisms on internet governance have been to a large extent effective in ensuring the technical functioning of the internet.</p> <p>Recognizing the need for the reforms of these existing mechanisms to ensure independence, full participation and representation of all stakeholders.</p> <p>We therefore call for the following;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ That the role of Government Advisory Committee (GAC) within ICANN should be reinforced ▪ That ICANN should be transformed into an autonomous body, independent from government and/or commercial interest. ▪ That ICANN structures and especially the governing bodies should ensure multi-stakeholder participation comprised of Governments, the private sector, civil society and international organisations. ▪ That developing countries should be more involved in ICANN functioning and governance. ▪ That ICANN must take into account cultural diversity and multilingualism in its operations, including technical constraints of online participation for developing countries. ▪ That an adequate mechanism for coordinating Internet governance public policy issues be established <p>A forum should be established under the auspices of ECOSOC, to facilitate discussion on Internet-related public policy issues with the participation on equal footing by Governments, the private sector and civil society</p>

**F. AFFECTATION DES MEMBRES DU CAUCUS AFRICAÏN AU PREPCOM 3
(19-30 septembre 2005 Genève) : Salle XXIII 11h00-12h00**

Président du Caucus Africain : Béchir Khalfallah

Rapporteur : Cissé Kane

Sous Comité Caucus ou conférence	Responsables	Membres
Gouvernance de l'Internet	Maurice Katala Ken Lohento Emmanuel Njenga	Martin Maluza
		Alex Corenthin
		Aminata Ba
		Cissé Kane
Sous Comité B	Lorenzo Romano	Ngoie Kanyama Christophe
		Fatimetou Abdel Malick
		Saleh Oubeid
		Pierre Genillon
		Emmanuel Njenga
		Ken Lohento
Plénière Gouvernementale	Anna Leurinda	Lorenzo Romano
		Astrid Roggo
Plénière Société Civile	Lorenzo Romano + Germaine Nagni	Tijani Ben Jemaa
		Moustapha Masmoudi
		Delphine Nana
		Babba Mohamed
		Jesusa Ona
Droit des Enfants	Jacques Rivkine	Jameleddine Khemakhem
		Micheline Makou Djouma
		Sonja Hanachi
		Fatimetou Abdel Malick
		Laurentine Jenaste Bisse
		Nicole Okala Bilai
		Ngoie Kanyama Christophe
		Adalbert Nougua
		Dora Sende
Multilinguisme & accessibility	Djeli Samoura	J. Philémon Kissangou
Développement durable	Maurice Katala	Anselme Mavula
Civil Society Bureau	Delphine Nana	Tijani Ben Jemaa
		Moustapha Masmoudi
Gender Caucus	Rose-Marie Buenzeyi & Jesusa Ona	
Media	Robert Buenzeyi	Anselme Mavula
Education and Research	Pape Diouf	Cissé Kane
		Hanna Nguea
		Emmanuel Nduwayezi
		Adalbert Nougua
		Saoudata Aboubacrine
		Celestin Gouanou
		Tijani Ben Jemaa
		Jesusa Ona
Themes and Contents	Jesusa Ona	Marie Calixte Ladouceur
		Tijani Ben Jemaa
		Adalbert Nougua
Groupe africain	Amevo Didier Raymondo	Souad Khalfallah
		Ben Marzouki
		Moustapha Masmoudi
Side events Caucus	Germaine Nagni	
Droits de l'homme	Djely Samoura	Martin Maluza
		Anselme Mavula

G. LISTE DE PRÉSENCE DU CAUCUS AFRICAIN
PrepCom III SMSI: 19-30 septembre 2005 Genève

	Prénom et Nom	Organisation	Pays
1	Rabia Abdelkrim	Enda-TM	Sénégal
2	Fatimetou Abdel malick	COMANAF/Maire de Teveragh Zeïna	Mauritanie
3	Samir Abdellah	ATUDE	Tunisie
4	Saoudata Aboubacrine	IWA	Burkina Faso
5	Habib Achour	ATVT	Tunisie
6	Saida Agrebi	ATM	Tunisie
7	Tèko Amegnikpo	ONG ALSD	Togo
8	Aminata Sall Ba	QGFemme	Mauritanie
9	Richard T. Baguna	World Federation of UN Associations	Uganda
10	Désirée Bellaïche	NEAPOLIS	France
11	Tijani Ben Jemaa	WFEO	Tunisie
12	Amine Benhamida	Réalités	Tunisie
13	Heythem Bensalem	Shoolnet Africa	Tunisie
14	Leïla Benzorti	Femmes et TICS	Tunisie
15	Yannick Nfaly Berete	Village Suisse ONG	Suisse
16	Valeriane Bernard	BKWSU	Suisse
17	Philomène Bickel	ASSGEFEC	Suisse
18	Laurentine Jenaste Bisse	OCAPROCE	France
19	Robert Buezeyi	DAPSI	Suisse
20	Rose-Marie Buezeyi	DAPSI	Suisse
21	Christine Butegwa	FEMNET	Kenya
22	Sadok Bouhlila	ATIM	Tunisie
23	Imed Chaker	Union Nationale des Aveugles de Tunisie	Tunisie
24	Luckson Chipare	MISA	Namibia
25	Tawhid Chtioui	RETAP	France
26	Alex Corenthin	ISOC Sénégal	Sénégal
27	Rui Correa	SA-WSIS-Partnership	South Africa
28	Pratiba Daya	Brahma Kumaris	South Africa
29	Derrick De Kerckhove	McLuhan Program	Canada
30	Chekib Dhaouadi	ATUDE	Tunisie
31	Pape Diouf	DAPSI/ETIC Nord Sud	Suisse
32	Hachmi Djemmali	ATUDE	Tunisie
33	Haj Kacem Elhafidh	Union Nationale des Aveugles de Tunisie	Tunisie
34	Raphäel Eklou-Natey	DAPSI	Suisse
35	Elisabeth Esaki	RIFAD	Suisse
36	Bakary Faye	CR-Thiès	Sénégal
37	Pierre Genillon	Worldspace	France
38	Slaheddine Gherissi	ATTR	Tunisie
39	Sana Ghenima	ATIM	Tunisie
40	Yves Girardin	Village Suisse	Suisse
41	Celestin Gouanou	DAPSI	Suisse
42	Ababacar Guèye	WSIS Online	France/Sénégal
43	Anne Guedeu Youmbi	APAC/LIJAF	Cameroun
44	Ibrahima Guissé	DAPSI/RADDHO	Suisse
45	Sonja L. Hanachi	FIEM	Suisse
46	Lofti Hamdi	Marseille Innovation	France
47	Foued Haouet	ATVT	Tunisie
48	Fatou Jagne	Article 19	Sénégal
49	Abi Jagun	APC	Nigeria
50	Gabriel Kabla	AMMD	France Tunisie
51	Cissé Kane	DAPSI/Yaakaare	Suisse
52	Latifa Kandoussi	Village Suisse ONG	Suisse
53	Elisabeth Kamdem	RIFAD	Suisse
54	Maurice Katala	DAPSI/AIPD-GL	Suisse
55	Béchir Khalfallah	LADHP	France

56	Souad Khalfallah	ATVT	Tunisie
57	Jameleddine Khemakhem	ATUDE	Tunisie
58	Salomon Kibora	Genève Pour les Droits de l'Homme	Suisse
59	Philémon Kissangou	CACSUP	Congo
60	Marie Calixte Ladouceur	Village Suisse ONG/DAPSI	Suisse
61	Ana Leurinda	Afroindigena	Suisse
62	Ken Lohento	CIPACO/IPAO/WGIG	Bénin/Sénégal
63	Lettie Longwe	AMARC Africa	South Africa
64	Hanna Ngueta Lottin	OILD	France
65	Micheline Makou Djouma	DAPSI/OCAPROCE	Suisse
66	Martin Maluza	DAPSI/CIRAC	Suisse
67	Leika Mangituka	AIPD-GL	Suisse
68	Elies Ben Marzouk	OTJM SF	Tunisie
69	Chengetai Masango		
70	Mustapha Masmoudi	ATUCOM	Tunisie
71	Anselme Mavula	DAPSI	Suisse
72	Timothy MC Ginnis	ISP Consultants	Uganda
73	Sarah Mercier	AIPD-GL	Suisse
74	Annelien van Meer	Femmes Africa Solidarité	Suisse
75	Daniel Mfan Bile	CRTV	Cameroun
76	Babba Mohamed	COI	Tunisie
77	Alex Blériot Momha	Cameroon Radio Television	Cameroun
78	Abir Moussi	ATVT	Tunisie
79	Valérie Moynat	UNOG Liaison ONG	Suisse
80	Monia Derouiche-Mokaddem	Tunisie Numérique	Tunisie
81	Miled Mongi	Club Arabe de l'Information	Tunisie
82	Markus Moses	Brahma Kumaris Africa	South Africa
83	Wainaina Mugai	IISD/Oneworld International	Kenya
84	Delphine Nana	CEFEPD	Cameroun
85	Germaine Nagni	AIPD-GL	Suisse
86	Awa Ndiaye	DAPSI/Espace Afrique International	Suisse
87	Emmanuel Nduwayezu	AIPD-GL	Suisse
88	Emmanuel Njenga	APC	Kenya
89	Adalbert Nougua	Village Suisse ONG/DAPSI	Suisse
90	Hechmi Nouria	Association des Journalistes Tunisiens	Tunisie
91	Christophe Ngoie-Kanyana	AIPD-GL	Suisse
92	Nnenna Nwakanma	UA	Côte d'Ivoire
93	Prince Goodluck Obi	UNOY	Nigeria
94	Past Omoragbon Peters	Nurses Across The borders	Nigeria
95	Jesusa Ona	DAPSI	Suisse
96	Saleh Oubeid	CCI	Mauritanie
97	Linda Porchet	AIPD-GL	Suisse
98	Amevo Didier Raymondo	OILD/DAPSI	France
99	Felicité Rieweg	OCAPROCE	Suisse
100	Jacques Rivkine	DAPSI	Suisse
101	Lorenzo Romano	AIPD-GL	Suisse
102	Astrid Roggo	AIPD-GL	Suisse
103	Djely Samoura	DAPSI/CONGAF	Suisse
104	Lionel Samnick	Ingénieurs Sans Frontières	Cameroun
105	Dora Sende	OCAPROCE/COFEPRE	Cameroun
106	Gbenga Sesan	Paradigm Initiative/African Youth ICT4D Network	Nigeria
107	Bernardo Suate	SIGNIS	Mozambique
108	N. Terrai	AIPD-GL	Algérie/Suisse
109	Patrick Tippemaver	Village Suisse/OIB CTD	Suisse/Haïti
110	Michel Tchonang Linze	CAPDA	Cameroun
111	Mamoutou Traoré	Jeunes démystificateurs	Mali
112	Gobah Zolu	YOCADS	Liberia
113	Brenda Zulu	APC	Zambia